

Archived Content

Information identified as archived on the Web is for reference, research or record-keeping purposes. It has not been altered or updated after the date of archiving. Web pages that are archived on the Web are not subject to the Government of Canada Web Standards.

As per the [Communications Policy of the Government of Canada](#), you can request alternate formats on the "[Contact Us](#)" page.

Information archivée dans le Web

Information archivée dans le Web à des fins de consultation, de recherche ou de tenue de documents. Cette dernière n'a aucunement été modifiée ni mise à jour depuis sa date de mise en archive. Les pages archivées dans le Web ne sont pas assujetties aux normes qui s'appliquent aux sites Web du gouvernement du Canada.

Conformément à la [Politique de communication du gouvernement du Canada](#), vous pouvez demander de recevoir cette information dans tout autre format de rechange à la page « [Contactez-nous](#) ».

COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES
CCEM 29

PROJET DE RECHERCHE DE LA MED

**L'ACCORD DE DAYTON EN EX-YOUGOSLAVIE ET PLUS PARTICULIÈREMENT
EN BOSNIE-HERZÉGOVINE DEMEURE UN SUCCÈS MITIGÉ**

par Lieutenant-colonel Michel Robitaille

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Lorsque le conflit éclata en 1991, la guerre en ex-Yougoslavie a pris la communauté internationale au dépourvu. Non préparés et sous-estimant l'ampleur et l'impact de cette guerre inter-étatique, les puissances occidentales ont du improviser différents plans de paix afin de mettre un terme à la situation qui sévissait.

Ainsi, les plans Vance, Vance-Owen, Owen-Stöltenberg, du Groupe de contact et finalement les Accords de Dayton furent avancés. Seul le dernier connut du succès, mais un succès mitigé toutefois. Les raisons justifiant l'échec des différents plans développés et présentés avant la mise en place de Dayton demeurent toujours obscures. Quoiqu'il en soit, le manque d'intérêt politique, économique et stratégique refait continuellement surface et éclabousse les puissances occidentales quant au manque de sérieux de ces dernières dans leur poursuite d'une paix durable en ex-Yougoslavie et principalement en Bosnie-Herzégovine. Par la mise en place des Accords de Dayton et grâce à la présence militaire de la SFOR on met ainsi fin aux combats. Cette paix, imposée par la communauté internationale n'est pourtant pas synonyme de retour à la normale, puisque le problème majeur, soit le retour des réfugiés et personnes déplacées, n'est toujours pas résolu. La mise en application des Accords de Dayton et conséquemment du retour à la paix, sont à la mesure de l'ampleur du mandat que ces Accords se sont fixés : imposer un cessez-le-feu durable et permettre la reconstruction d'un État. Les efforts de la communauté internationale, par le biais de ces Accords, s'insèrent dans un processus incomplet. Le chemin d'une réconciliation définitive est encore loin. Conséquemment, l'Accord de Dayton en ex-Yougoslavie et plus particulièrement en Bosnie-Herzégovine demeure un succès mitigé. Cet essai tentera de le démontrer.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
ÉNONCÉ DE LA THÈSE.....	10
LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE ET LES PLANS MIS DE L'AVANT AFIN D'Y RÉTABLIR LA PAIX.....	11
LES ACCORDS DE BRIONI ET L'ÉCHEC DE LA CONFÉRENCE DE PAIX EN YOUGOSLAVIE.....	15
LE PLAN VANCE.....	18
LE PLAN VANCE-OWEN.....	22
LE PLAN OWEN-STOLTENBERG.....	28
LE PLAN DU GROUPE DE CONTACT.....	32
L'ACCORD DE DAYTON.....	41
HUIT PILIERS GARANT DU SUCCÈS DE L'ACCORD DE DAYTON.....	46
DIVISION POLITIQUE DE L'EX-YOUGOSLAVIE.....	47
LA POSITION DE REYCHLER ET VÄYRYNEN.....	49
CONDITIONS INTERNES POUR UNE PAIX DURABLE SELON REYCHLER...	50
ÉCARTS ENTRE LE MODÈLE THÉORIQUE DE VÄYRYNEN ET L'ACCORD DE DAYTON.....	55
ÉVALUATION DE L'ACCORD DE DAYTON.....	61
CONCLUSION.....	65

« Les armes sont des outils de mauvais augure et la lutte contraire à la vertu; le général est le ministre de la mort, qui n'est pas responsable devant le ciel en haut, ni devant la terre en bas, ni devant l'ennemi en face, ni devant le souverain à l'arrière. »

Sun Tzu¹

INTRODUCTION

La guerre en ex-Yougoslavie a fait couler beaucoup d'encre et encore aujourd'hui, beaucoup de chercheurs y trouvent un puits riche en faits historiques, tantôt pour y appliquer des grilles d'analyse sophistiquées, tantôt pour simplement faire connaître les événements. Pour la première fois depuis 1945, une guerre éclate en Europe en 1991, dans une Yougoslavie qui rappelle tant de souvenirs. Lorsque la guerre éclata, les puissances de ce monde n'avaient rien vu venir ou n'ont pas voulu accorder toute l'importance que la situation méritait, étant donné sa précarité et les raisons justifiant ce conflit. Ils durent littéralement improviser une médiation dans le conflit.

« Le retour de la guerre en Europe a pris les Occidentaux au dépourvu. Fascinée par la lente démocratisation des pays de l'Est, la communauté internationale n'a pas prêté suffisamment attention à la dégradation progressive de la situation en Yougoslavie, ni à son démembrement progressif, annoncé pourtant dès octobre 1990. »²

Les pays européens réagirent les premiers. Du même coup, la crise yougoslave faisait renaître en Europe le vieux système des alliances datant du XIXe siècle. Ce sont la France et l'Allemagne qui entamèrent les débats en se prononçant en faveur de l'envoi d'une force d'imposition entre les belligérants en Yougoslavie, sous l'auspice de l'Union

¹ Francis, Wang. Sun Tzu : L'art de la guerre. Ed Oxford at the Clarendon Press. France: Flammarion, 1972, p. 150.

² Hans, Stark. Les Balkans :Le retour de la guerre en Europe. Institut français des relations internationales. Collection RAMSES. Ifri : Paris. 1993, p. 177.

de l'Europe Occidentale (UEO), bien que démontrant des ambitions opposées. Pour l'Allemagne, l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie devait être reconnue le plus rapidement possible au nom du droit des peuples à l'autodétermination, alors que la France militait pour le maintien de l'intégrité de la Yougoslavie et prit ouvertement la cause des Serbes.

C'est toutefois à l'instigation de la France que les médiateurs européens créèrent une commission de juristes, sous la tutelle du droit international, afin d'éclaircir les points litigieux, dont le droit à l'autodétermination, la protection des minorités, la modification des frontières, etc.. Ces litiges ont sans doute servi de base pour identifier les piliers de l'Accord de Dayton visant à rétablir la paix en ex-Yougoslavie. Cette commission ne fut toutefois qu'une manœuvre de diversion pour gagner du temps, car ses recommandations ne furent que partiellement respectées. La communauté économique européenne (CEE) créa de plus une Conférence de paix pour la Yougoslavie, mais elle n'avait aucun pouvoir de contraindre les belligérants à la paix. Cette situation est encore vraie de nos jours. Rappelons-nous l'invasion du Cambodge par les troupes américaines, alors que le Conseil de sécurité fit preuve de laxisme et ne démontra aucun désir politique sérieux afin de régler ce conflit. Ce Conseil ne possède tout simplement pas les pouvoirs ni les moyens requis pour mettre en application une solution sérieuse et respectée par tous les membres des Nations-Unies, les États-Unis inclus.

Cette inertie permit au gouvernement serbe de gagner du temps et de continuer à conquérir une partie du territoire croate. En septembre 1991, une commission d'arbitrage sous la présidence de Robert Badinger fut mise sur pied. Cette commission avait pour

but « d'élaborer une doctrine de reconnaissance des républiques yougoslaves sous forme d'un rapport portant sur la garantie des droits de l'homme et des minorités nationales, sur le respect de l'inviolabilité des frontières ainsi que des engagements en matière de sécurité et de stabilité politique. »³ Cette commission ne connut toutefois pas de succès, puisque cela revenait à admettre la disparition de la fédération yougoslave. Malgré les efforts des puissances occidentales, aucune solution n'a pu être trouvée pour l'avenir institutionnel de l'ex-Yougoslavie, la Serbie s'opposant à tout plan de paix présenté. A ce stade, l'Organisation des Nations-Unies (ONU) ne pouvait aller plus loin ni forcer une intervention militaire sous l'égide de l'UEO ; « l'indépendance des républiques slovène et croate n'étant pas reconnue... le conflit qui sévissait demeurait un conflit interne. »⁴ Pour qu'une telle intervention de l'ONU soit sanctionnée, il aurait fallu que les parties en cause soient en accord avec l'entrée en jeu des Casques bleus. Or à ce moment, la Serbie n'était pas prête à donner son accord à la présence des forces de l'ONU en Croatie et fit échouer toute tentative de médiation en ce sens. Devant son impuissance à trouver une solution, la CEE se tourna vers l'ONU pour qu'elle tente une médiation. La question yougoslave fit l'objet d'une première intervention de l'ONU par la résolution 713. Cette résolution visait : « à respecter scrupuleusement le cessez-le-feu, imposer un embargo général et complet sur toutes les livraisons d'armes et d'équipements militaires et inviter le secrétaire général à commencer des consultations avec les belligérants. »⁵ Cette résolution fut mise en place sans tenir compte que l'Armée serbe avait hérité de la plus grosse part de l'armement de l'ex-armée yougoslave. L'embargo équivalait donc à leur donner le feu vert pour qu'ils continuent leur conquête d'une partie de la Croatie. Suite à

³ Ibid, p. 183.

⁴ Ibid, p. 182.

⁵ Ibid, p. 182.

la violation du cessez-le-feu entre Serbes et Croates, l'ONU adopta la résolution 721 « qui demandait instamment le respect de cessez-le-feu et approuvait les efforts entrepris pour mettre sur pied une force de maintien de la paix de l'ONU. »⁶

Grâce aux efforts de Cyrus Vance, Serbes et Croates acceptèrent finalement le stationnement d'une force d'imposition bien que les motivations de ceux-ci étaient considérablement différentes. D'une part, les Croates comptaient sur l'ONU pour arrêter les combats, assurer le retrait et le repli des Forces serbes vers leur pays et rétablir l'autorité croate sur les territoires occupés. D'autre part, les Serbes voyaient en cette présence des Casques bleus, une occasion pour geler la situation, interdire aux Croates l'accès aux zones sous contrôle des forces de l'ONU et finalement faire entériner la division de la Croatie en deux.⁷ L'ONU réussit cependant à faire accepter ce plan de paix en janvier 1992 de même qu'un accord de cessez-le-feu, le quinzième. Ce plan ne fut toutefois jamais appliqué dans son intégralité. Un fait marquant devait coïncider avec la reprise des hostilités, cette fois entre Serbes, Croates et Musulmans de Bosnie : la reconnaissance de la Bosnie-Herzégovine (BH) par la communauté européenne, le 7 avril 1992. On assiste alors à une guerre à l'intérieur d'une guerre entre Serbes, Croates et Musulmans sur le sol de la BH.⁸

Leurs conquêtes étant gelées en Croatie suite à l'accord de cessez-le-feu, les Serbes se tournèrent vers la Bosnie et réussirent à occuper et conquérir 70 % du territoire.

⁶ Ibid, p. 186.

⁷ Ibid, p. 187.

⁸ La course à l'indépendance de la Bosnie a été engendrée suite à la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Les Bosno-Croates voulant s'associer avec la Croatie, les Bosno-Serbes avec la Serbie et les Musulmans désirant une Bosnie unie.

Les forces belligérantes eurent alors toute la latitude nécessaire pour porter cette guerre à des niveaux de violence inouïs et ainsi afficher au monde entier, des idéologies que l'on croyait chose du passé. L'incapacité de la communauté internationale à vouloir régler ce conflit, ou du moins à mettre en pratique les différents plans avancés afin de réduire les dommages et les massacres, permit que la guerre suive son déroulement naturel. Aux massacres et à l'épuration ethnique dont le monde fut témoin, la communauté internationale réagit par des manœuvres de diversion pour faire croire au reste du monde qu'elle s'occupait du conflit. Elle achemina une aide humanitaire à des milliers de personnes dont plusieurs d'entre elles, sinon la majorité furent massacrées. Elle créa de plus un tribunal pénal international pour juger des criminels de guerre qui vivent encore aujourd'hui en liberté sur leur territoire respectif. Elle créa aussi des zones protégées par l'ONU, et où furent perpétrés les pires massacres.⁹ Enfin, elle effectua des frappes aériennes inoffensives pour faire encore une fois croire au monde qu'elle ne restait pas inerte ou indifférente à ce qui se passait en Yougoslavie et plus spécifiquement en Bosnie.

Durant les quatre années du conflit en Yougoslavie, les médiateurs internationaux proposèrent cinq plans de paix différents qui cautionnaient tous le fait accompli, soit l'épuration ethnique et les conquêtes militaires des Serbes. La diplomatie mondiale est régie par l'implacable logique du réalisme. Au premier coup d'œil et contrairement à d'autres conflits récents dont celui de la guerre du Golfe, la Yougoslavie ne suscite aucun intérêt politique, stratégique ou

⁹ Rappelons-nous des massacres commis dans la poche de Bihac, Knin et surtout Srebrenica où nombre de meurtres furent commis gratuitement. Finalement, comment oublier ou passer sous silence, les cimetières communs improvisés (mass graves) de Kasaba, Konjevic et Polje.

économique. De ce fait, les membres de la communauté internationale ont estimé que la meilleure option était de ne pas s'ingérer dans le conflit, de ne pas influencer le cours de la guerre et de ne pas prendre le risque de l'enlisement. À la lumière de ces faits, il est plausible et réaliste de dire que le système de sécurité mondiale consacre l'inégalité devant la partas psélitse nee

l'Accord de Dayton, je discuterai des divers plans de paix qui ont été proposés aux belligérants en guise de tentatives pour rétablir la paix et leurs lacunes. Par la suite, j'élaborerai sur l'Accord de Dayton, ses piliers, son contenu, les buts visés et les conditions énoncées pour le rétablissement de la paix de même que les conditions du succès de ce plan. J'identifierai ensuite les conditions essentielles au rétablissement de la paix selon Vaÿrynen et Reychler. Finalement, après avoir procédé à une comparaison de leurs philosophies en relation avec l'Accord de Dayton, je tirerai des conclusions pour conclure que l'Accord de Dayton et les piliers qui le supportent, demeurent les bases du rétablissement de la paix en Bosnie-Herzégovine. Toutefois, la volonté politique permettant d'appliquer intégralement cet/ces accord(s) n'est pas présente. La résultante est que l'Accord de Dayton demeure un processus incomplet. Conséquemment, l'Accord de Dayton en ex-Yougoslavie et plus particulièrement en BH demeure un succès mitigé.

LA GUERRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE ET LES PLANS MIS DE L'AVANT AFIN D'Y RÉTABLIR LA PAIX

« Dès le début du conflit, deux présentations diamétralement opposées ont prévalu : guerre civile (au sein d'un État) ou guerre d'agression (d'un État contre un autre). »¹⁰

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un seul parti regroupait des représentants de toutes les nationalités : celui de Josip Broz Tito. Chef charismatique qui avait mené les partisans rebelles à la victoire, il forma le parti communiste yougoslave et après son élection, procura trente ans de stabilité relative en Yougoslavie. La mort de Tito en 1980 laissa la Yougoslavie dans une situation politique précaire : aucun chef ne pouvant assurer sa succession. N'ayant aucun élément rassembleur, les réformes économiques et constitutionnelles amorcées sous Tito furent délaissées et plongèrent le pays dans une crise économique en plus de favoriser les nationalistes extrêmes. À la fin des années quatre-vingt, les six républiques étaient dotées de dirigeants nationalistes. En 1991, suite à un référendum auprès de la population, la Slovénie, la Croatie et la Macédoine déclarèrent leur indépendance respective. Puis c'est au tour de la Bosnie-Herzégovine de proclamer son indépendance le 3 mars 1992.¹¹ Dès le lendemain de cette déclaration, les Bosno-Serbes encerclent Sarajevo, et c'est ainsi que s'amorce une guerre civile féroce opposant trois factions : celle des Bosno-Serbes, des Bosno-Croates et des Bosniaques.

¹⁰ Xavier, Bougarel. BOSNIE : Anatomie d'un conflit. Les dossiers de l'État du monde. Ed. La Découverte. Paris : France, 1996, p. 8.

¹¹ Ibid., p. 164

« En Bosnie-Herzégovine, comme dans le reste de l'espace yougoslave, commence alors un conflit d'une rare intensité, où la résistance aux troupes d'occupation et aux régimes collaborationnistes se double d'une guerre civile aux dimensions à la fois communautaires et idéologiques. »¹²

Plusieurs causes furent avancées afin d'expliquer la guerre qui a sévi en Bosnie.

Certains auteurs comme Mudry parlent de causes politiques, économiques et géostratégiques.¹³ Toutefois, afin de justifier leurs agissements, chacun des protagonistes arguait une cause différente et « avançait sa propre théorie sur la nature du conflit, présentée tour à tour comme une guerre ethnique, religieuse ou idéologique... »¹⁴

Nonobstant les causes ou théories formulées afin de justifier ou identifier ce qui mena à la guerre en Bosnie-Herzégovine, un fait demeure : l'identité semble la source d'une telle animosité. « De l'identité collective, en particulier nationale, nous dirons qu'elle est à la fois objective et subjective, substantielle et relationnelle, banale et traumatique. »¹⁵ Mais les Bosniaques sont-ils la cause eux-mêmes de ce conflit dont ils furent victimes ? Cet

essai ne 65.9751 386.759 41C93203 359.21997 Tmi 65.9751 386.759 89.16803 359.21997 Tmauspasur àrou

La Bosnie-Herzégovine est ce que l'on peut appeler “ une Yougoslavie miniature ”, représentant la portion la plus hétérogène et hétéroclite de l'ancienne république yougoslave, avec approximativement 44 % de Musulmans, 31 % de Serbes et 17 % de Croates.¹⁷ Imaginons maintenant un scénario où les Serbes de BH portent allégeance à la Serbie, où les Croates de BH font de même pour la Croatie et finalement où les musulmans donnent leur allégeance selon les profits qu'ils peuvent en tirer. Il est facile de s'imaginer les conséquences de ce manque total d'identité ou d'allégeance à une seule entité au lieu d'être disparate comme c'est le cas. Ce qui peut expliquer partiellement l'attaque des Serbes en Bosnie-Herzégovine est l'augmentation de la population musulmane. Au cours des trente dernières années, soit de 1961 à 1991, les musulmans sont passés de 25.7 % à 44 % en Bosnie-Herzégovine¹⁸. Ce fait, remet en question le problème d'identité pré-mentionné.

Bien qu'il soit difficile voire impossible d'expliquer ou d'identifier la cause réelle du conflit mené en Bosnie-Herzégovine, les éléments rapportés ci-haut portent à croire que la question d'identité pourrait être la source ou du moins une des raisons majeures ayant mené à cette guerre civile. Quoiqu'en soit la cause, il n'en demeure pas moins que la communauté internationale est demeurée passive face à ce conflit, prétextant que le conflit en ex-Yougoslavie était de nature inter-étatique. En reconnaissant les indépendances, elle encouragea par le fait même les nationalistes et le droit d'un peuple à disposer de lui-même au détriment des autres. La Bosnie fut aussi victime du

¹⁷ The World Factbook 2002, <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/bk.html> Consulté le 3 décembre 2002.

¹⁸ Donal J., Collins. *The war in Bosnia*. USAWC Strategic Research Project. US Army War College, Carlisle Barracks. Pennsylvania. 1995, p. 25.

nationalisme rétrograde et vorace de ses voisins serbes et croates, qui ont guerroyé sur son territoire dans le but de l'épurer et de l'anéantir pour de bon. De plus, l'embargo sur les armes discuté précédemment, imposé à tout le territoire de l'ex-Yougoslavie, alors que les agresseurs serbes étaient militairement fort bien équipés pour mener leur campagne d'épuration ethnique, constitue un reniement du droit de la Bosnie à se défendre. Est-ce à dire que les pays de l'Ouest furent complices des atrocités perpétrées en Bosnie ? Je vous en laisse juge.

Enfin, l'ONU s'est lancée à partir de 1992 dans des opérations humanitaires. Dans quel but ? Par pitié pour les civils et non par souci ou par obligation morale d'une paix juste et durable. Rappelons-nous que la venue des Casques bleus n'eut rien de bien convaincant en 1992, alors que ces derniers n'ont jamais réussi à mettre l'Armée serbe sur la défensive.¹⁹ Toutefois, il faut dire à la décharge de la communauté internationale, que plusieurs plans furent mis de l'avant afin de trouver une solution au dilemme.

¹⁹ Mon expérience personnelle me permet d'avancer que la présence des Casques bleus, suite à la latence de la communauté internationale et de ce fait, du Conseil de sécurité des Nations-Unies, revêtait un cachet humanitaire afin de faire taire les dénigreur du conflit. Le manque d'intérêt des Grandes puissances de ce monde, tant du point de vue politique, économique que stratégique explique cette latence à régler ou du moins amoindrir l'impact et l'intensité du conflit. Les Casques bleus, envoyés en sol bosniaque devaient plus se concentrer sur leur propre défense face aux assauts serbes que sur la résolution du conflit comme tel. Cette Force manquait définitivement de mordant et de conviction.

LES ACCORDS DE BRIONI ET L'ÉCHEC DE LA CONFÉRENCE DE PAIX EN YOUGOSLAVIE

C'est le 7 juillet 1991 que furent signés les accords de Brioni, suite à l'initiative de la Communauté européenne. Ces accords prévoyaient entre autres : « la suspension pendant trois mois des déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, le retour de l'armée yougoslave dans ses casernes et l'envoi sur place d'observateurs européens. »²⁰ Suite à l'intensification des conflits en Croatie, une conférence sur la paix en ex-Yougoslavie, sous la présidence de Lord Peter Carrington se tint le 7 septembre 1991. Les principes généraux qui y sont adoptés adressent les points suivants : « pas de modification des frontières par la force, respect des droits des minorités et reconnaissance des indépendances après les règlements des problèmes consécutifs à l'éclatement de la fédération. »²¹

Grâce à cet accord qui a mis fin aux conflits en Slovénie, on espérait sans doute que les mêmes méthodes produiraient des résultats identiques en Croatie. Un accord de cessez-le-feu est finalement obtenu le 1^{er} septembre 1991 et Milosevic accepte le déploiement d'observateurs européens. Mais l'échec du processus est de plus en plus évident :

« les forces croates renforcent leur blocus des casernes de l'armée fédérale, tandis que cette dernière intensifie ses opérations dans tout le pays...Tudjman décide de fermer l'oléoduc qui passe par la Croatie et qui alimente le reste de la

²⁰ Xavier, Bougarel. BOSNIE : Anatomie d'un conflit. Op. cit., p. 146.

²¹ Ibid.

Yougoslavie. La marine fédérale bloque les ports croates. D'une part et d'autre, les positions se durcissent. »²²

Cette tentative de rétablissement de la paix, met en évidence le laxisme du Conseil de sécurité de l'ONU et conséquemment des puissances occidentales. Bien que ces dernières soient conscientes de ce qui se passe en Croatie durant cette période,

« ce n'est pas par angélisme, naïveté ou manque d'information que les Douze ont décidé de poursuivre le processus... malgré la dégradation très rapide de la situation sur le terrain. La fuite en avant dans le processus de paix semble plutôt s'inscrire dans une logique politique qui fait consciemment abstraction de la situation. »²³

La Conférence de paix sur la Yougoslavie n'aura donc servi à rien, les parties en cause ne respectant pas les bases sur lesquelles repose cet accord. Les Serbes se sont servis de cette instance pour gagner du temps et ainsi conquérir plus de terrain. Il ne fait aucun doute que le président de la Conférence de paix, Lord Carrington a été honnête dans sa recherche de la paix. Toutefois, compte tenu de la grandeur de la tâche qui lui fut confiée et des moyens mis à sa disposition, l'échec pouvait être prévisible, d'autant plus que les belligérants en cause n'avaient pas réellement envie de construire une paix durable. À quoi bon continuer des discussions sur l'établissement d'un plan de paix alors que l'on continuait à se tuer sur le terrain ! Il est indéniable que « les accords de Brioni ont permis de ramener la paix en Slovénie... ils ne pouvaient pas à eux seuls résoudre le conflit yougoslave. »²⁴ « Au contraire, le respect du cessez-le-feu en Slovénie a été suivi, dès la

²² Patrice, Canivez. George-Marie Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse. Hans, Stark. Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Fondation pour les études de la défense. Collection L'Harmattan, Paris : France, 1996, p. 52.

²³ Ibid, p. 53.

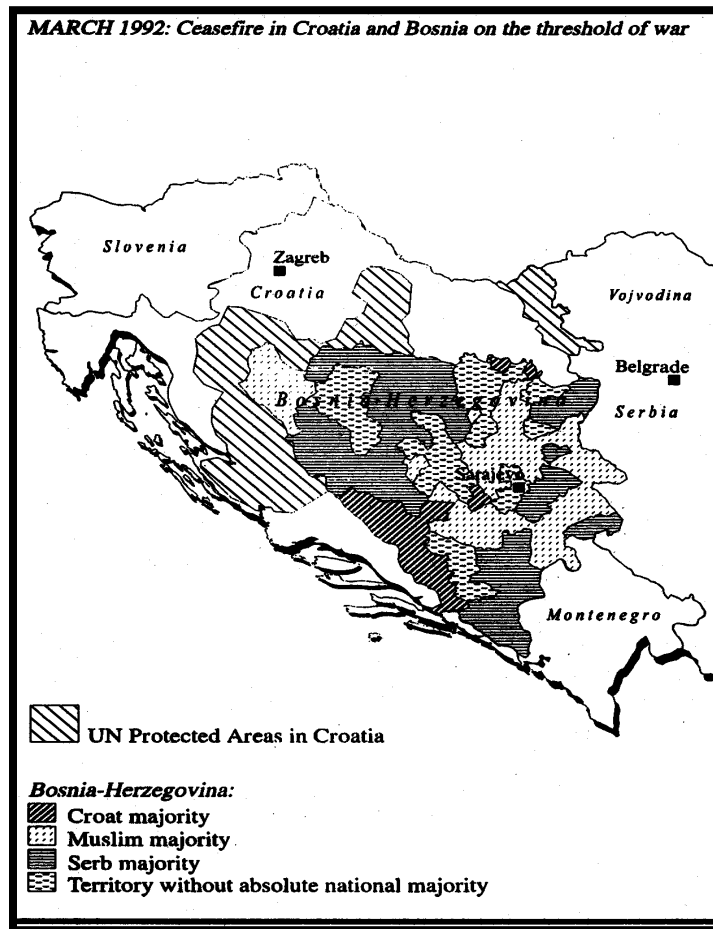
²⁴ Ibid.

signature des accords de Brioni, du déclenchement des hostilités en Croatie et ce, malgré le moratoire sur l'indépendance signé par Zagreb. »²⁵

Tous les plans mis de l'avant et visant à rétablir la paix en Bosnie-Herzégovine avant l'Accord de Dayton de 1995, visaient principalement la division du territoire. La raison de l'échec de ces plans réside principalement dans le fait qu'ils étaient en conflit avec l'objectif stratégique des différentes factions en cause, manquaient de cohérence et surtout, n'étaient pas supportés par une force militaire convaincante et habilitée à jouer un rôle de dissuasion. Comme on l'a vu précédemment, les différents plans de paix pour la Bosnie-Herzégovine débutèrent avec une conférence sur la paix en ex-Yougoslavie, sous la présidence de Lord Peter Carrington le 7 septembre 1991. Déjà, ce plan adressait la ségrégation de la BH en cantons ou territoires. Plus tard, l'ancien secrétaire d'état des États-Unis, Cyrus Vance, fut désigné par les Nations-Unies comme envoyé spécial en Yougoslavie. Du même coup, ceci signifiait une implication plus significative des Nations-Unies.

²⁵ Ibid.

LE PLAN VANCE²⁶



Suite à l'échec des accords de Brioni et de la conférence sur la paix en Yougoslavie, on avança le plan Vance. Ce plan ressemblait étrangement à celui proposé précédemment: « Vance's plan that was finally accepted by the warring parties, provided for a cease fire, withdrawal of the Yugoslav Peoples Army from Croatia, and the demilitarization of UN Protected Areas where large numbers of Serbs resided. »²⁷

²⁶ Laura, Silber et Allan, Little. *Yugoslavia : Death of a nation*. Penguin Books. New York:New York. 1997, p. 10.

²⁷ Auteur inconnu. *The Peace Process In the Former Republic of Yugoslavia*. www.globalterrorism101.com/articlePeaceInYugoslavia.html. Consulté le 15 décembre 2002.

La méthode imaginée par Vance est le déploiement d'une opération de maintien de la paix des Nations-Unies en Croatie. Vance est persuadé que la méthode du maintien de la paix permet d'envisager un nouveau scénario pour la paix en Croatie. Ce plan ne faisait toutefois pas l'unanimité, puisque selon le général Antun Tos, chef d'état-major de l'Armée croate « The Vance plan specified a demarkation line among which were allowed to deploy only a minimal force. This meant we had to place in a state of active service only the active Guard Brigades which were to serve against eventual conter-attacks ». ²⁸

Le plan était acceptable pour les chefs politiques, mais non pour les chefs militaires. Il y avait clairement dissension entre ces deux entités. Antoun Tos avance que «The chain of command was a personal one - it was the President's own. He would jump over the established system of command which is unacceptable. »²⁹ Le résultat de cette mésentente fut dévastateur pour la paix, les généraux croates initiant plusieurs batailles sans l'accord du Président. Ces échauffourées menèrent graduellement au nettoyage ethnique. Comme le mentionne Noël Malcolm, « The fundamental failure of the Western politicians was that they looked only at the symptoms of the war, not at its causes: it was as if they did not even want to understand the nature of Milosevic's project.»³⁰ La présence de forces onusiennes devenait inévitable voire souhaitable afin de stabiliser le tout et éviter la dégradation de la situation.

«In early 1992, UN peacekeeping personnel began to deploy into Croatia's conflicted areas, tasked by the Security Council to be an interim arrangement to

²⁸ Auteur inconnu. The Vance Plan was a Serbian idea. www.bosnia.org.uk/bosrep/marjune00/vance.cfm. Consulté le 25 janvier 2003.

²⁹ Ibid.

³⁰ Noel, Malcolm. Bosnia : A short history. London: Macmillan London Limited, 1994, p. 242.

create the conditions of peace and security required for the negotiation of an overall settlement of the Yugoslav crisis.»³¹

Nonobstant, ce déploiement visant à rétablir la paix fit face à un problème auquel les forces occidentales n'étaient pas préparées. « The irregular pattern of fighting in Croatia presented several daunting problems for any UN deployment. The variety of armed elements made for fragile command and control and created a tendency for even the smallest local incidents to escalate quickly. »³² Il devenait évident que les forces UNPROFOR devaient développer un concept visant à rétablir la paix, qui devait être innovateur et au-delà des traditionnelles missions de maintien de la paix. Les grandes lignes de ce nouveau concept furent étayées dans ce qui fut appelé le plan Vance. En gros, le plan Vance exigeait des forces onusiennes qu'elles assument des fonctions quasi gouvernementales. Le risque était grand et impliquait de plus en plus les Nations-Unies dans le conflit. De fait, « the primary feature of the Vance plan was the extraction of JNA units from Croatian territory and the temporary establishment of several zones, known as United Nations Protected Areas (UNPAs) that encompassed the main areas of fighting in which local Serbs constituted the majority or a substantial minority of the population. »³³

Les tâches principales d'UNPROFOR furent de s'assurer que les résidents des UNPAs étaient protégés et à l'abri de toute forme d'attaque ou de violation des droits humains. Toutefois, ces efforts des Nations-Unies faisaient face à un problème de taille, puisque la première étape de la mise en œuvre de ce plan visait la démilitarisation ; s'en

³¹ William J., Durch, James A. Schear. Faultlines : UN Operations in the Former Yugoslavia. UN Peacekeeping, American politics and the UN civil wars of the 1990s. St-Martin's Press : New York:NY, 1996, p. 206.

³² Ibid, p. 208.

³³ Ibid, p. 209.

suivait alors le retour volontaire des résidents déplacés, résultat des conflits qui sévissaient. Ici, le rôle de l'UNPROFOR était humanitaire donc traditionnel. Cette étape cruciale en retour, se butait à une autre problématique : « UN personnel did not have general authority to disarm individual local soldiers, the paramilitaries, or civilians. »³⁴

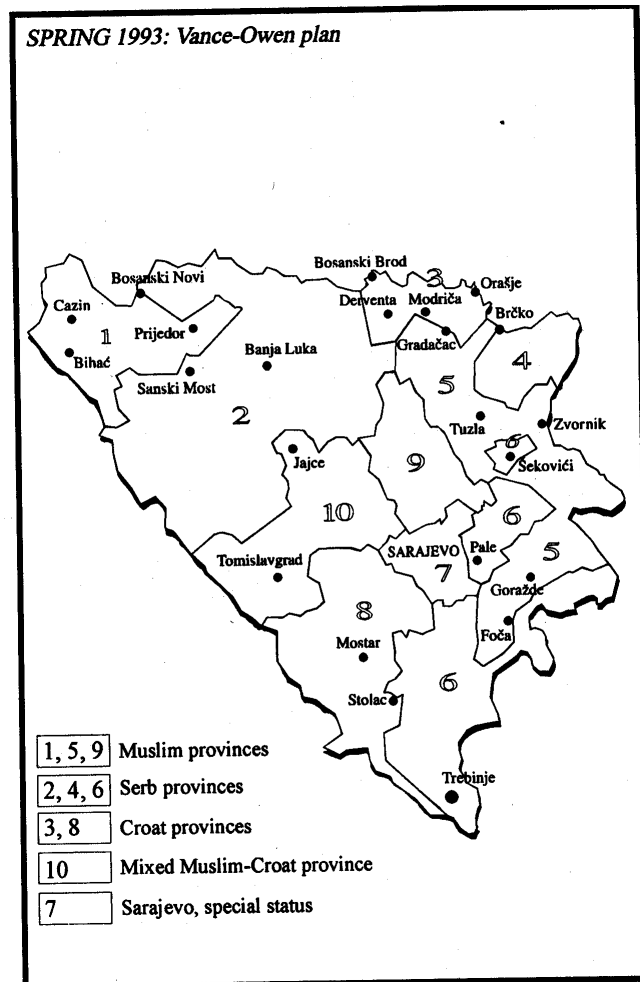
Le plan Vance avait une lacune majeure: « the Vance plan had not addressed these non military cross-border flows of people and property. »³⁵ On peut résumer cette lacune en ces quelques lignes: « By the latter part of 1992, it had become clear that the Vance plan would never be more than partially implemented. »³⁶ Il fallait trouver une solution acceptable pour les deux parties. L'année 1992 aura coïncidé avec la découverte de la pratique de la purification ethnique qui consiste en l'expulsion des populations non Serbes souvent détenues dans des camps de concentration et parfois sommairement exécutées.

³⁴ Ibid, p. 210.

³⁵ Ibid, p. 217

³⁶ Ibid.

LE PLAN VANCE-OWEN³⁷



En juillet 1992, Lord Carrington fut remplacé par Lord David Owen. Ce changement coïncida en août lors de la conférence de la communauté européenne à Londres, à la prise en charge par les Nations-Unies de la situation qui sévit alors en Bosnie-Herzégovine. En octobre, Lord Owen, proposa conjointement avec Cyrus Vance, une ébauche de constitution visant à réorganiser la Bosnie en une fédération décentralisée. Le but de ce plan visait l'établissement de la Bosnie en un amalgame de provinces autonomes ou cantons qui exerceraient presque toutes les fonctions d'un

³⁷ Laura, Silber et Allan, Little. *Yugoslavia : Death of a nation*. Op. cit., p. 11.

gouvernement incluant celles d'une force policière. Le gouvernement central de Bosnie se concentrerait sur les affaires étrangères et la défense de la nation. Cette proposition, appelée plan Vance-Owen, fut finalisée à Genève en janvier 1993.³⁸ Selon ce plan, les Musulmans bosniaques qui constituaient 44 % de la population de Bosnie-Herzégovine avant le début des hostilités, se verraient attribuer 29 % du territoire pour leurs trois cantons. Les Croates quant à eux, qui constituaient 17 % de la population recevraient 25 % du territoire, alors que les Serbes, représentant 31 % de la population recevraient 42 % du territoire de cette république³⁹. Ces entités devaient être dotées de larges pouvoirs locaux et devaient être démilitarisées. Une problématique majeure fut rapidement identifiée toutefois et mettait en évidence que loin de regrouper les factions dans des cantons respectifs, on retrouvait la situation suivante : 44 % des Musulmans hors des cantons où ils vivaient en majorité, 37 % des Croates hors des cantons sous contrôle Croate et finalement 48 % des Serbes dans la même condition.⁴⁰ Pendant ce temps, l'ONU de son côté cherche des moyens détournés pour garantir la sécurité des civils. Le 22 février, le Conseil de sécurité fonde un tribunal international chargé d'enquêter sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Ce même conseil fonde six zones de sécurité en Bosnie-Herzégovine : Sarajevo, Tuzla, Zepa, Bihac, Goradze et Srebrenica. Ces territoires, directement protégés par des Casques bleus, doivent servir de refuge sûr pour tous les réfugiés.

³⁸ Patrick J., O'Halloran. The role of identity in Post-Conflict: The case of Bosnia-Herzegovina and the Dayton Accord. Université York, Faculty of Graduate Studies. North York:Ontario, November 2001, p.226.

³⁹ Patrice, Canivez. George-Marie Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse. Hans, Stark. Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Op. cit., p. 71.

⁴⁰ Alan F., Fogelquist. How the war started. Dept. of History, UCLA: United States. www.cco.caltech.edu/~bosnia/doc/start.html. Consulté le 26 janvier 2003.

Suite à un référendum le 5 mai 1993, les politiciens serbes appuyés du général Mladic, rejetèrent le plan. Cet affront mina les bases de l'accord et résulta à la démission de Cyrus Vance qui fut remplacé par Thorwald Stoltenberg, ancien ministre des Affaires étrangères de la Norvège. Le plan fut officiellement reconnu comme un échec, lorsque les ministres des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, de France, de Russie et des États-Unis rejetèrent la mise en application du plan et du même coup, repoussèrent les frappes aériennes contre les Serbes. Les Musulmans durent être rassemblés dans des refuges où les forces onusiennes ne pouvaient garantir efficacement leur sécurité.⁴¹ Pire encore,

« the cantons were already given ethnic labels on the map, and at the same time the impression was given that the precise boundaries on the maps were not yet final. It incited competition between Croat and Muslim forces for parts of central Bosnia where there had been a mixed Muslim-Croat population. It stimulated the development of a genuine Bosnian civil war, and in doing so it broke down the Croat-Muslim alliance which had been the only barrier to the Serbs. »⁴²

Plusieurs raisons furent avancées pour expliquer l'échec du plan Vance-Owen.

Retenons les suivantes :

«Just as the Versailles Treaty produced not a lasting peace but an interlude between and pretext to war, so the Vance-Owen Peace Plan will assure the future outbreak of regional hostilities. This is so for the following reasons:

- The plan – like the negotiations of which it was a product – is effectively an act of moral equivalency. It equates those responsible for Serbia's crimes against humanity with the victims of these crimes.
- The Vance-Owen plan carves up Bosnia in a completely unworkable fashion. Non contiguous enclaves – drawn as much by war and ethnic cleansing as by traditional demographics..»⁴³

⁴¹ Patrick J., O'Halloran. The role of identity in Post-Conflict: The case of Bosnia-Herzegovina and the Dayton Accord. Op. cit., p. 227.

⁴² Ibid, p. 228.

⁴³ Center for Security Study. Thanks, but no thanks: Clinton should back Bosnia in rejecting VANCE-OWEN peace in our time. www.centerforsecuritypolicy.org/index.jsp?section=papers&code=93-D_13. Consulté le 26 janvier 2003.

D'autres raisons à connotation politique furent aussi avancées, mais ne sont toutefois pas retenues pour les besoins de cette thèse.

Au lendemain de l'échec du plan Vance-Owen, dans lequel on avait mis tant d'énergie et d'espoir, il était devenu nécessaire pour les Occidentaux de faire le point. Devant l'impasse des négociations, les Américains avaient laissé entendre pour un moment, que l'option militaire était sur la table. Britanniques et Français, avaient des troupes au sol en Bosnie. Ils ne pouvaient donc se permettre une escalade militaire. Ils s'entendirent donc sur un point commun : ne rien faire qui pourrait influencer sur le cours du conflit.⁴⁴ Ainsi, le " programme d'action commun " adopté lors d'une rencontre à Washington ne prévoyait que des mesures timides, telles que : la poursuite de l'aide humanitaire, la poursuite de la zone d'exclusion, la poursuite de la participation aux efforts pour un règlement négocié etc....⁴⁵ Ce plan abandonnait le projet de distribution de la Bosnie qui au lieu de territoires musulmans, tel que prévu dans le plan Vance-Owen « crée six zones de sécurité pour Musulmans, exiguës, isolées, désarmées et, du moins théoriquement, protégées par les Casques bleus. »⁴⁶

⁴⁴ Ce court résumé est le résultat de diverses lectures couvrant le sujet, mais ne délimitant pas avec précision les buts et mandats de ce projet. Ce point fut renchéri lors de la présentation du Igén Hillier (A/CÉMAT) au CFC de Toronto le 24 avril 2003.

⁴⁵ Auteur inconnu. L'adoption à Washington d'un programme commun d'action pour la Bosnie : Les mesures prises par les alliés. Le Monde mardi 25 mai 1993, p4. www.newscan.com/Mainsite/Search/PrintandSave.asp. Consulté le 11 février 2003.

⁴⁶ Hans, Stark. Les Balkans :Le retour de la guerre en Europe. Op. cit., p. 208.

Mais les Casques bleus avaient-ils les moyens requis pour remplir la mission qui leur était confiée? Hans Stark met en évidence l'ampleur de ce plan agressif et ses résultantes :

« Couvrant une population de près de 1,200,000 personnes, les zones de sécurité devaient être établies dans six villes (Bihac, Sarajevo et Tuzla, Goradze, Srebrenica et Zepa). De plus, ce plan visait à arrêter les combats, à empêcher l'extension de la guerre vers le sud et enfin, de restaurer la paix. »⁴⁷

Le plan, bien qu'ayant de bonnes intentions et orienté afin de rétablir la paix, nonobstant les obstacles auxquels il devait faire face, laissait toutefois deux questions sans réponse : quel était le concept exact des zones de sécurité et de quels moyens disposeraient les Casques bleus pour mettre en force et faire respecter les grandes lignes de cette initiative ?⁴⁸ En soi, il s'agit d'un fait historique négligeable. La seule raison que ce programme d'action est mentionné dans cet énoncé des différents plans mis de l'avant, est qu'il s'agit d'un fait on ne peut plus représentatif de toute la gestion du conflit bosniaque par la communauté internationale. Il s'agit encore une fois d'une de ces innombrables rencontres où les grandes puissances de ce monde se sont mises d'accord en trouvant le plus petit dénominateur commun et en évitant de se salir les mains tel Pilate. « La priorité de ce plan est dès lors de rétablir le consensus entre les alliés plutôt que de faire la paix sur le terrain. »⁴⁹

Le laxisme dont ont fait régulièrement preuve les puissances occidentales face à la crise yougoslave fut soulevé précédemment dans cette thèse. Le plan Vance-Owen tout comme le programme d'action commun est encore un de ces plans sans mordant et sans

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Patrice, Canivez. George-Marie, Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse et Hans, Stark. Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Op. cit., p. 75.

conviction, qui n'a pour but que d'apaiser la frustration croissante des opinions publiques occidentales. À cet effet, le lecteur saura apprécier ce passage du livre de Jean Cot, qui résume bien la situation et donne avec stupéfaction, les raisons de l'échec du plan Vance-Owen et sans nul doute, des autres plans avancés ou proposés à ce jour. « Le plan Vance-Owen montre comment l'ONU, ses moyens d'action, ses techniques de gestion de crise et ses personnels sont de plus en plus traités comme des instruments au service des grandes manœuvres diplomatiques. »⁵⁰ De plus et c'est là la partie qui retient le plus l'attention et qui saura choquer le lecteur :

« L'ONU sert à faire pression sur les belligérants, à sanctionner ceux qui refusent de signer, à encourager ceux qui pourraient le faire, à dédommager, médiocrement, ceux qui l'ont fait. Le Conseil de sécurité accélère, retarde, suspend, déplace sans arrêt l'action onusienne dans l'attente d'un règlement. Les sanctions de l'ONU et l'aide internationale sont de plus en plus utilisées comme carotte et comme bâton pour faire passer en force les plans de paix. »⁵¹

En outre, le programme d'action commun ou accord de Washington qui devait être un baume à cet échec « n'a pourtant pas ramené la paix. Les combats se sont même intensifiés, en particulier à l'intérieur de Sarajevo et Goradze, soit à l'intérieur de deux zones de sécurité. »⁵² Voilà de quoi faire réfléchir, questionner, voire remettre en question la pertinence et le sérieux des entités s'improvisant pour les besoins de l'exercice, gardiens de la paix. Daalder amplifie cette dynamique en mentionnant: « We will be talking to the Muslims about their bottom line. If they want an intact Bosnia, well, we'll just have to see ». ⁵³

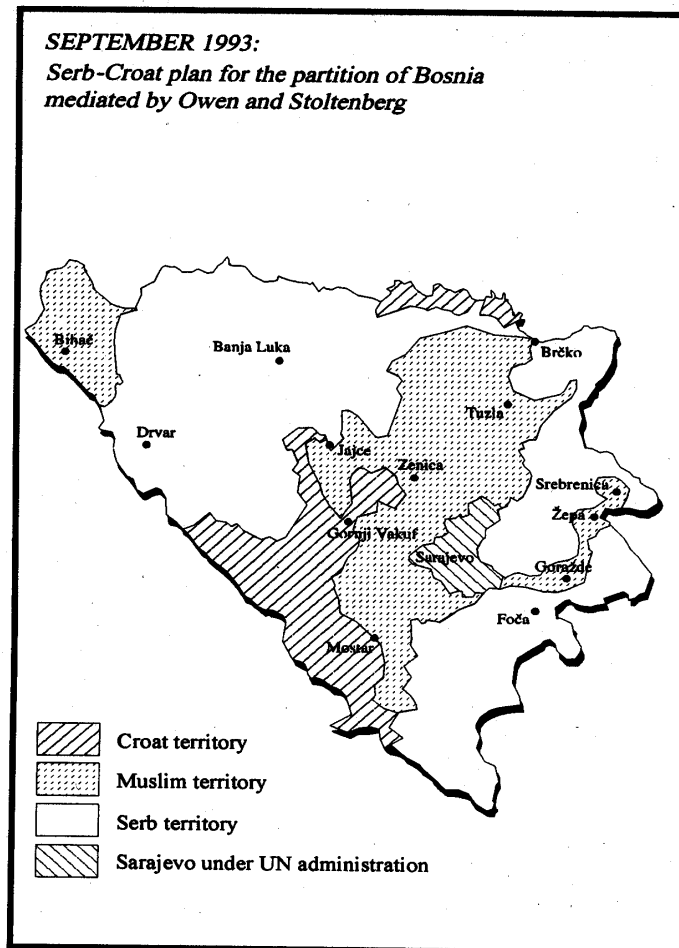
⁵⁰ Ibid, p. 76.

⁵¹ Hans, Stark. Les Balkans :Le retour de la guerre en Europe. Op. cit., p. 208.

⁵²Ibid.

⁵³ Ivo H.,Dallder. Getting to Dayton : The making of America's Bosnia Policy. Bookings Institution Press. Washington : D.C, 2000, p. 26.

LE PLAN OWEN-STOLTENBERG⁵⁴



Quelques semaines après l'échec du plan Vance-Owen, les présidents de Croatie et de Serbie, Franco Tudjman et Slobodan Miletovic, conclurent un accord dans le cadre d'une conférence internationale, sur un découpage de la Bosnie en trois entités. Ce projet correspond à la vision des nationalistes Croates et Serbes de Serbie, que les chefs s'empressent évidemment d'appuyer. Les Musulmans, isolés et soumis à une forte pression internationale, acceptèrent de négocier sur cette base. Ce plan est moins compliqué que le précédent. Il prévoit la création de trois entités distinctes, compactes et

⁵⁴ Laura, Silber et Allan, Little. Yugoslavia : Death of a nation. Op. cit., p. 12.

séparables après une période de deux ans. La Bosnie-Herzégovine est donc divisée en trois républiques et le partage du territoire s'établit comme suit : « République serbe 51 % ; République bosniaque 30 % ; République croate 16 % ; Sarajevo et Mostar (sous administration internationale) 3 %. »⁵⁵ L'idée du partage de la Bosnie est de fait acceptée pour le moment du moins. Les Bosniaques sont cependant les grands perdants de ce plan. « Ils obtiennent un territoire rétréci en Bosnie centrale, un corridor élargi pour Goradze, une route en territoire serbe entre Srebrenica et Zepa et une route internationale vers Bihac. »⁵⁶

Ce plan comme tous ses prédécesseurs devait s'avérer un échec :

« Dès la mi-juillet, les combats avaient redoublé d'intensité...comme à chaque annonce de nouvelles négociations. Les Croates sont accusés de pratiquer la purification ethnique en Bosnie centrale. Ils bombardent Mostar-est où les Musulmans ont du se réfugier. Les Serbes, de leur côté, lancent en juillet une grande offensive dans la région de Sarajevo. Les uns après les autres, les zones de sécurité sont attaquées. »⁵⁷

Encore une fois, la dissension qui existe principalement entre la France et les États-Unis en ce qui a trait à la responsabilité de l'application des accords refait surface. « Pour les Français, il est temps que les Américains s'engagent sur le terrain dans le cadre de l'ONU. Pour les Américains, c'est à l'OTAN d'intervenir, à condition que le Congrès donne son accord. »⁵⁸ Malheureusement, encore une fois, ce sont les Bosniaques qui sont les souffre-douleur de cette dichotomie ou dualité entre ces puissances.

⁵⁵ Xavier, Bougarel. BOSNIE : Anatomie d'un conflit. Op. cit., p. 150.

⁵⁶ Patrice, Canivez. George-Marie, Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse et Hans, Stark. Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Op. cit., p. 78.

⁵⁷ Ibid, p. 78.

⁵⁸ Ibid, p. 79.

Le prix à payer sera malheureusement comptabilisé en nombre de vies humaines qui seront sacrifiées, résultat pour une xième fois, de l'incapacité de l'ONU de s'imposer ou du moins, du manque de dialogue entre les grandes nations :

« La perspective d'un accord sur le plan Owen-Stoltenberg et les délais interminables qui doivent régler les rapports entre l'ONU et l'OTAN pour les frappes aériennes comme en cas d'application du plan de paix, tétanisent la réponse de l'ONU qui n'intervient sérieusement ni pour protéger sérieusement les zones de sécurité contre les Serbes, ni pour sanctionner les Croates en Bosnie centrale. »⁵⁹

Une des raisons que l'on peut identifier pour expliquer à la fois le manque de sérieux de l'ONU et de l'OTAN d'une part et la raison de l'échec de ce nouveau plan d'autre part, semble résider dans ce que certains appellent la destruction ou la réquisition de la maison de l'autre. Cette pratique semble être monnaie courante et fait partie de la routine des opérations de guerre depuis le début du conflit dans l'ancienne Yougoslavie. De fait, cette pratique semble être le résultat direct du partage de la carte selon le plan, qui ne représente ou ne recoupe pas exactement les conquêtes territoriales. De ce fait, il est plausible de croire que l'on pourrait assister à un véritable chassé-croisé d'exodes de gens chassés de chez eux par les nouveaux maîtres ou de gens décidés à ne pas vivre sous la férule d'une autre ethnie. Quant à envisager un retour des réfugiés dans leurs foyers, il serait déraisonnable d'y croire tout autant. Cette réintégration tel que mentionné précédemment, est à toute fin utile impensable et irréalisable. En deuxième lieu, la purification ethnique n'a jamais eu pour vocation, dans l'esprit de ses promoteurs, le retour de ceux s'étant enfuis. Cette option est *de facto exclue*. En troisième lieu, il faudrait attendre longtemps avant que le degré de haine atteint dans la région, ne baisse suffisamment pour permettre de nouveau la cohabitation voire même le co-voisinage.

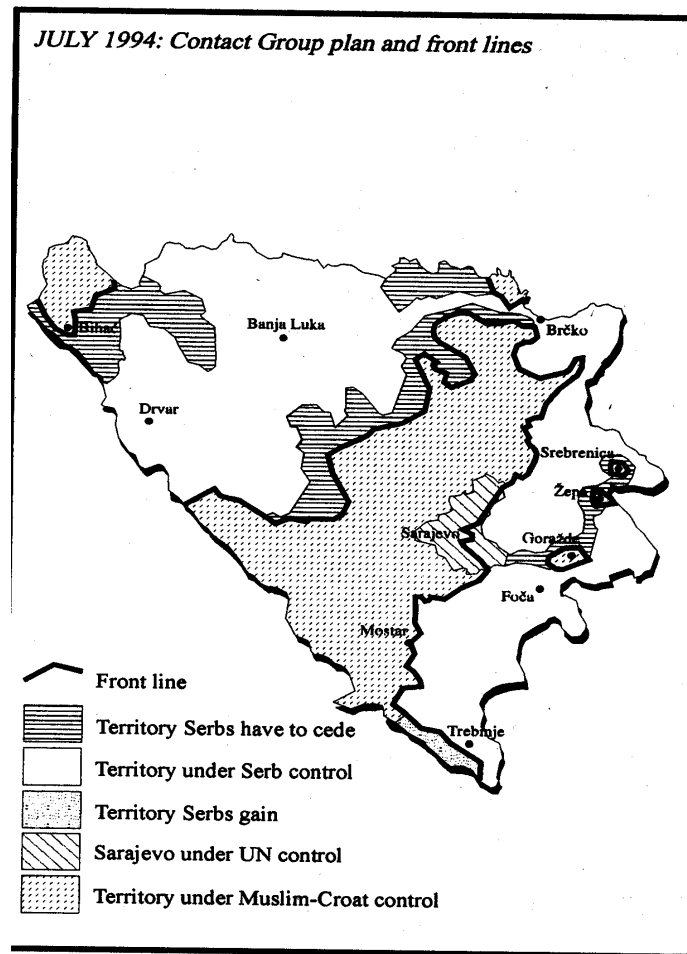
⁵⁹ Ibid.

Les litiges frontaliers ne manqueraient pas car en dépit du fait que les frontières des trois nouvelles républiques aient été dessinées sur des bases ethniques et tiennent compte de la purification et des conquêtes Serbes, certaines populations serbes se trouvent en territoires musulmans et ne comptent pas y rester. Les Croates eux ne veulent pas partager Mostar avec les Musulmans et ainsi de suite. Dans ces zones, il est évident que ce ne serait pas un accord formel qui résoudrait définitivement les problèmes et ramènerait la paix.

Dans ce contexte, l'un des gestes les plus significatifs qui pourrait et devrait être fait est l'abandon pur et simple du plan de paix établi. Parce qu'il entérine le partage de la BH selon des critères ethniques, ce plan est à la fois irréaliste et immoral. Il donne raison à ceux qui ont créé la problématique existant entre Croates, Serbes et Musulmans. Il ne peut alors que provoquer et soutenir une suite sans fin de drames et d'affrontements. Son abandon apparaît alors comme une solution et sert de base au règlement du conflit yougoslave ou du moins, semble indispensable à toute négociation sérieuse. La paix reprendra dès que les entités consentiront à donner aux régions de l'ex-Yougoslavie, l'autonomie à laquelle elles ont toujours aspiré. Le plan Owen-Stoltenberg propose de construire la paix sur la violation des droits les plus sacrés de la personne humaine. Owen lui-même qualifie ce plan de « a deal from hell. »⁶⁰ Il est en contradiction avec tous les principes de la démocratie. Il ne peut, en conséquence, être pris comme base d'une négociation sérieuse. Il faut donc s'attaquer au cœur du problème et reprendre depuis le début. Comme on l'a vu auparavant, il faut s'attendre encore une fois, à la reprise des conflits, comme ce fut le cas dans toute nouvelle négociation de plan de paix.

⁶⁰ Lee, Bryant. The Betrayal of Bosnia. Colombia international affairs online. Centre for the Study of Democracy. University of Westminster, 1993, p. 3. [Http://www.ciaonet.org/srchfrm.html](http://www.ciaonet.org/srchfrm.html). Consulté le 5 février 2003.

LE PLAN DU GROUPE DE CONTACT⁶¹



Comme on a pu le constater, tous les plans de paix mis de l'avant à ce jour se sont avérés des échecs. La communauté internationale n'a toujours pas réussi à arrêter les combats ni minimiser les effroyables spectacles de barbarisme dont font preuve à tour de rôle, Serbes et Croates. Une des raisons de ces insuccès réside dans l'incapacité des pays composant cette communauté internationale à créer l'unité et la coordination requises dans ce genre d'initiative.

⁶¹ Laura, Silber et Allan, Little. Yugoslavia : Death of a nation. Op. cit., p. 13.

Avant d'aborder ce troisième plan. Il est de mise de faire un court résumé d'une autre initiative qui a pris place entre-temps, soit le plan Juppé-Kinkel, aussi connu sous le nom de plan de paix de l'Union européenne. Ce nouveau plan plus européen, s'inspire des conclusions tirées des échecs précédents. « Il ne propose pas de nouvelle carte. Il suggère plutôt de globaliser l'approche des problèmes en traitant simultanément les questions de la Bosnie et de la Croatie. »⁶² Plusieurs "si" semblent toutefois être à la base de ce plan. Ainsi : « Si les Bosniaques renoncent à reconquérir des territoires par la force, ils obtiendront une aide humanitaire plus importante et plus de fermeté de l'ONU pour défendre les zones de sécurité et une aide substantielle pour la reconstruction du pays. »⁶³

Cela ne constitue toutefois qu'une partie du puzzle. Les Serbes et les Croates aussi voudront leur part du gâteau. « Si les Serbes acceptent de rétrocéder 3 à 4 % du territoire aux Bosniaques, les sanctions contre Belgrade seront progressivement suspendues et levées. »⁶⁴ Voilà pour la portion Serbe. Les Croates quant à eux « s'ils s'accommodent d'un *modus vivendi* dans les régions occupées par les Serbes sur leur territoire et accordent un accès à la mer aux Bosniaques, la communauté accroîtra son assistance économique à la Croatie et élargira sa coopération avec elle. »⁶⁵ Cet habile subterfuge qui ressemble plutôt à un habile cessez-le-feu maquillé, suscite pour le moins des polémiques et controverses entre Britanniques et Français quant à la protection des zones de sécurité d'une part et l'implication des Américains d'autre part. Ces derniers qui commencent en premier lieu par rejeter le plan, menacent de suspendre les sanctions

⁶² Patrice, Canivez. George-Marie, Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse et Hans, Stark. Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Op. cit., p. 79.

⁶³ Ibid, p. 79.

⁶⁴ Ibid, p. 80.

⁶⁵ Ibid.

déjà en place, si un accord entre les parties venait à être conclu et signé.⁶⁶ « Les négociations s'achèvent par un constat d'échec un mois après la présentation du plan. »⁶⁷

C'est alors que s'entament, sous la tutelle des Américains, des négociations entre représentants Musulmans et Croates, visant à mettre un terme au conflit qui les oppose. C'est ce qui mena aux accords de Washington, lesquels furent signés le 18 mars 1994. Ces accords visaient : « la création d'une Fédération croate musulmane, elle-même confédérée à la Croatie. »⁶⁸ Outre cet accord préliminaire, un second accord est aussi conclu et vise à placer pour les deux prochaines années, la ville de Mostar, partagée entre deux municipalités Croate et Musulmane, sous l'administration de l'Union européenne toutefois.⁶⁹ Les Américains, grâce à cette habile manœuvre, réussissent à isoler l'entité serbe de la table des négociations. Ce succès ne constituait qu'une première étape puisque: « peace between Bosnian Croats and Muslims would mean little if the Bosnian Serbs could not also be brought on board. After all, although the Muslim-Croat Federation was to consist of roughly 50% of Bosnian territory, at present the two combined controlled only 30%. »⁷⁰

C'est finalement le 25 avril 1994 qu'est créé le Groupe de contact. Ce groupe se compose des diplomates américains, anglais, français et russes et allemands et est chargé de, renforcer la coopération entre grandes puissances. Il avance de plus l'idée d'un partage territorial : 51 % (Fédération croate musulmane), 49 % (entité serbe à

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Xavier, Bougarel. BOSNIE : Anatomie d'un conflit. Op. cit., p. 151.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ivo H., Dalder. Getting to Dayton: The making of America's Bosnia Policy. Op. cit., p. 27.

définir) basé sur les premiers croquis du plan avancé par David Owen et Thomas Stöltenberg. Ce plan est rendu public en juillet 1994.⁷¹

Les premières semaines de discussion sont, comme on peut s'y attendre, caractérisées par de l'incohérence. Les grandes lignes de ce plan stipulent que la Fédération croate-musulmane et l'entité Serbe disposent d'une Constitution ainsi que d'une Force armée propre. « Ces deux entités constitueraient une Union de la Bosnie-Herzégovine qui exercerait les fonctions et les prérogatives indispensables pour rester membre de l'ONU. »⁷² En gros tel que pré-mentionné, on procède au partage du territoire en allouant 49% des terres aux Serbes et 51% à la Fédération croate-musulmane :

« De l'avis des négociateurs américains, cette fédération permet de supprimer d'un coup (ou du moins de traiter séparément) un grand nombre de problèmes qui empoisonnent les négociations de l'année précédente : il ne s'agit plus de couper la Bosnie en trois mais en deux, cela simplifie les marchandages, évacue la question de l'accès des bosniaques à la mer ou du statut de Mostar. »⁷³

Malheureusement, ce plan comme tous ses prédécesseurs, sera voué à l'échec. Les espoirs mis dans ce plan par le Groupe se dissipèrent rapidement, alors que les Serbes bombardèrent la zone de sécurité de Goradze, alors sous contrôle de l'ONU. Cette provocation fut aussitôt suivie de représailles de la part de l'ONU, qui approuva aussitôt des raids aériens de l'OTAN. Bien que cette attaque à Goradze sur des positions serbes se voulait dissuasive, les résultats en furent négligeables. Nonobstant, les Serbes réagirent à cette riposte et c'est ainsi que l'on assista à une offensive concrète touchant

⁷¹ Ibid.

⁷² Ibid.

⁷³ Patrice, Canivez. George-Marie Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse et Hans, Stark. Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Op. cit., p. 80.

directement le personnel de l'ONU. La résultante se traduit par la prise en otage de 150 membres de l'ONU durant une offensive serbe conduite contre la position de Tuzla.

Tout au long de cet essai, il fut fait mention du laxisme et du manque de mordant des forces onusiennes dans l'exécution de leur mandat. Tous les plans de paix avancés à ce jour, furent marqués de conflits, alors que le but de ces plans était le rétablissement de la paix. Loin de vouloir jeter le blâme sur les membres de l'ONU en place dans le cas présent, ces derniers étant contraints de manœuvrer avec les moyens mis à leur disposition, il faut toutefois se questionner de nouveau sur le sérieux et la volonté par les puissances occidentales de vouloir rétablir la paix en ex-Yougoslavie. Melanie Greenberg et Margaret McGuinness résument très bien cet état de fait: « «The ineffectiveness of the air strikes and the clear signal that there was no consensus among the NATO countries to do anything more deflated the peace process, leading the Bosnian government to dig in for a longer war. »⁷⁴

Le Groupe de contact représentait un changement drastique comparé à l'Union européenne puisqu'il insérait dans ses rangs, les deux principaux joueurs de la communauté internationale, soit les États-Unis et la Russie. David Owen lui-même, reconnaît l'importance des États-Unis dans les initiatives de rétablissement de la paix: « You had to find a way where the Americans were involved in the nitty-gritty of negotiations and in dirtying their hands in a settlement which they had then had to go out

⁷⁴ Melanie C., Greenberg, John H., Barton and Margaret E., McGuinness. Words over war : Mediation and arbitration to prevent deadly conflict. Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict. Oxford:England, 2000, p. 58.

and support. »⁷⁵ Maintenant que ce plan était réfuté par les différents protagonistes, y avait-il une chance de regrouper à la même table de négociations les principaux joueurs ou intervenants afin de trouver une solution satisfaisant les exigences de tous ?

Au mois de décembre, le Groupe de contact tenta de ressusciter son plan. On proposa alors aux Serbes certains aménagements de territoires ainsi que la possibilité de se confédérer avec ce qui restait de l'ex-Yougoslavie. Toutefois, les Musulmans ne l'entendaient pas de la même façon. De fait, cette nouvelle proposition n'était-elle pas que la réitération d'un essai du passé, où on avait présenté une image de solution basée sur le principe du à prendre ou à laisser ? Ce n'est finalement que suite à l'intervention de la diplomatie américaine que l'on réussit à convaincre Croates, Musulmans et Serbes de reprendre les discussions. Il y avait cependant un problème peu négligeable. Les versions serbes et musulmanes de l'accord étaient formulées différemment. En effet, alors que dans la première version on s'entendait pour dire que le plan du Groupe de contact servirait de base aux négociations, dans la seconde, on basait le début des discussions sur l'acceptation par les Serbes du plan du Groupe de contact et de là, débuteraient les discussions. Il y avait encore loin de la coupe aux lèvres. Quoi qu'il en soit, cette ronde de négociations ne mena nulle part. Ce plan, comme ses prédécesseurs mourut à petit feu.

Ce nouvel échec suscite une dispersion des initiatives. Alors que,

« à l'appel de Radovan Karadzic (meneur des serbes bosniaques), l'ancien président américain Jimmy Carter obtient pour le Nouvel An un cessez-le-feu de quatre mois, la diplomatie française lance l'idée d'une reconnaissance mutuelle entre républiques issues de la fédération yougoslave, et le secrétaire d'état américain Warren Christopher se déclare prêt à négocier directement avec la

⁷⁵ Ibid.

république serbe, nonobstant une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant ce genre de contacts. »⁷⁶

La confusion est alors à son comble. Cette période s'étendra de décembre 1994 à mai 1995. On parlera alors d'une phase de dispersion.⁷⁷

Durant l'année 1995, le sort semble favoriser les Croato-Musulmans, alors que ces derniers commencent à regagner le terrain qu'ils avaient perdu, à l'exception des enclaves stratégiques de Srebrenica et Zepa, lesquelles sont conquises et contrôlées par les troupes de Mladic (commandant des Forces serbes). La même situation prévaut en Croatie, alors que les Serbes perdent les territoires qu'ils contrôlaient depuis 1991. Une raison à ce changement drastique d'avantage est rapidement identifiable et consiste au soutien ou aide fournie par les Américains. Ce n'est toutefois qu'à la fin du mois d'août que le sort de l'entité serbe semble résolu. Bien que ces derniers furent les responsables du carnage de Sarajevo, lorsqu'ils lancèrent des obus dans le centre de la ville, faisant plusieurs victimes innocentes, cette démonstration de force ne fut que négative. En effet, les Serbes violaient alors différentes résolutions de l'ONU qui faisaient de la capitale bosniaque une zone protégée et démilitarisée. Les représailles de l'OTAN et de l'ONU face à ces faits furent finalement concluantes et incisives. Non seulement les Serbes sortirent militairement affaiblis de ces frappes, mais surtout démoralisés. Voyant la fin pour eux approcher, ils n'avaient comme porte de sortie que d'accepter la négociation d'une paix ou subir les foudres de la communauté internationale, qui finalement semble décidée à mettre tout en œuvre pour résoudre ce conflit qui perdure depuis maintenant trop longtemps. Les combats persistaient toujours en Bosnie lorsque les trois principaux

⁷⁶ Xavier, Bougarel. BOSNIE : Anatomie d'un conflit. Op. cit., p. 152.

⁷⁷ Ibid.

protagonistes se réunirent finalement pour s'entendre sur l'établissement de certains principes de base pour l'élaboration d'un horaire et établir les bases pour de futures discussions. Ces négociations devaient se tenir à Dayton et seraient sans nul doute plus saines que celles tenues précédemment depuis 1991, le facteur dominant et ayant pollué toutes ces discussions, étant maintenant à l'écart : les pressions militaires. Il faut se rappeler que pour la première fois depuis le début du conflit, les Serbes de Bosnie essuient échec sur échec, de quoi miner le moral de leurs troupes.

Frank Debie, dans sa contribution au livre écrit sous la direction de Jean Cot, résume bien ce que furent tous les plans de paix mis de l'avant avant l'avènement des accords de Dayton. « Les plans changent, s'affinent, se simplifient, mais le scénario reste, dans les grandes lignes, le même : aggravation des tensions sur le terrain, dissensions plus ou moins affichées entre les alliés russes et occidentaux, valse-hésitation des belligérants pour grappiller de nouvelles concessions, menace des alliés, rejet final, sanctions pour les mauvaises têtes et compensations pour les bons élèves qui s'étaient montrés prêts à faire la paix... »⁷⁸ Laura Silber énumère quatre facteurs qui ont contribué à l'organisation des négociations de Dayton. Il y a d'abord la reprise des Krajina par les Croates. En ne réagissant pas, Milosevic montrait ainsi qu'il était prêt à céder du terrain. Il y a les bombardements effectués par l'OTAN, qui ont eu un effet dévastateur sur les Serbes. Il y a aussi le fait que Milosevic ait été désigné pour représenter la partie Serbe dans les négociations. Et enfin, l'acceptation par le président Izetbegovic de la création d'une

⁷⁸ Patrice, Canivez. George-Marie Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse et Hans, Stark. Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Op. cit., p. 81.

entité serbe en Bosnie⁷⁹. Un autre auteur, Jacques Rupnik, quant à lui, identifie les raisons suivantes qui auraient rendu possible la signature des accords de Dayton : le succès de la Force de Réaction Rapide, le déséquilibre du rapport des forces sur le terrain et enfin, l'engagement des Américains dans la gestion directe du conflit⁸⁰. Tous ces facteurs se sont conjugués pour créer les conditions les plus favorables à la signature d'une paix.

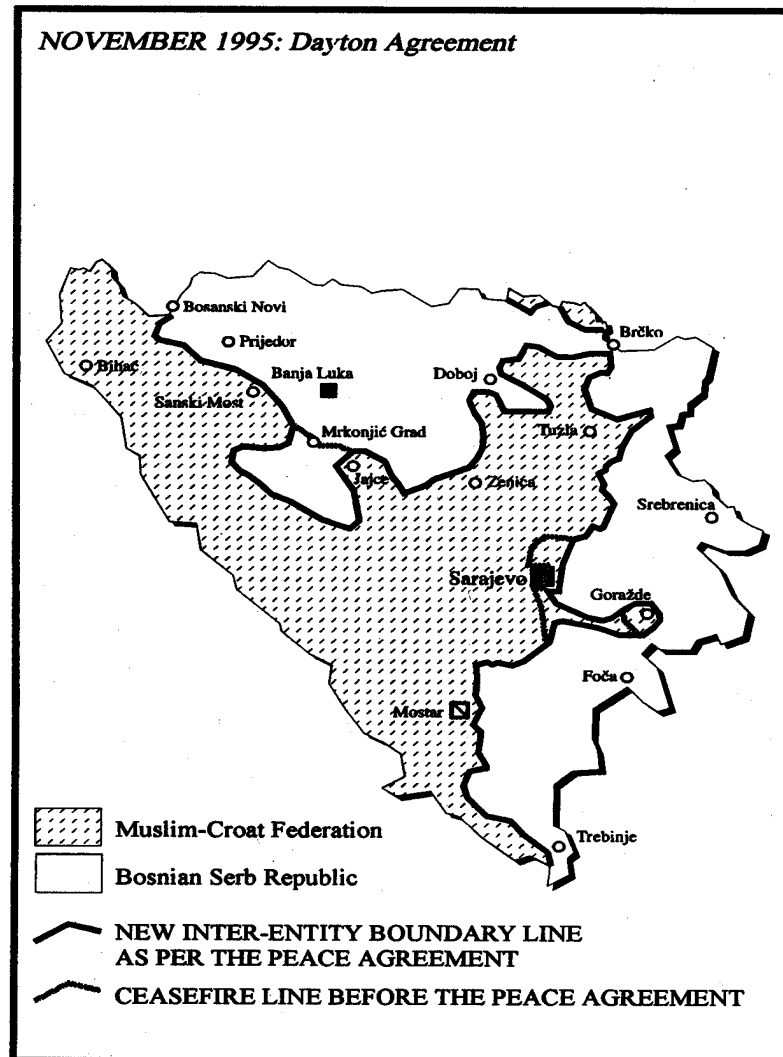
« The General Framework for Peace in BiH and its eleven annexes (GFAP) also known as the Dayton Peace Accord, were initialed on 21 November 1995 by the presidents of Croatia, BiH and Serbia. The GFAP provided a framework for the political, military, economic and social reconstruction of a state comprised of three well-defined identity groups or nations. »⁸¹

⁷⁹ Laura, Silber et Allan, Little. Yugoslavia : death of a nation. Penguin Books, New-York : New York, 1997, p. 364-379.

⁸⁰ Jacques, Rupnik. De Sarajevo à Sarajevo. L'échec yougoslave. Ed. Complexe. Bruxelles: Belgique, 1992, p. 127- 136.

⁸¹ Patrick J., O'Halloran. The role of identity in Post-Conflict: The case of Bosnia-Herzegovina and the Dayton Accord. Op. cit., p. 238.

L'ACCORD DE DAYTON⁸²



L'Accord de Dayton marque un tournant dans la guerre en ex-Yougoslavie. Tel que relaté dans le chapitre précédent, les Forces croates, profitant d'un appui des Américains, repoussent les Forces serbes et reprennent graduellement le territoire qu'ils avaient perdu. Cette victoire débouche finalement sur la signature d'accords de principe entre représentants croates, serbes et bosniaques. Rappelons-nous la polémique qui sévit

⁸² Laura, Silber et Allan, Little. *Yugoslavia : Death of a nation*. Op. cit., p. 14.

en Bosnie, alors que cette partie de l'ex-Yougoslavie regroupe un amalgame de Serbes, Croates et Musulmans. On parle de plus de Serbo-Croates et d'une fédération Croate-Musulmane. Un accord sur le cessez-le-feu est ainsi conclu entre les diverses factions. L'Accord de Dayton est finalement signé le 21 septembre 1995 par le président bosniaque Alija Itzebegovic, son homologue serbe Slobodan Milesovic et le chef de l'État croate Franco Tadjman.⁸³

Est-ce que les efforts de la communauté internationale conduiront à un plan habilité à relever le défi et à rétablir la paix, sachant que deux grands principes supportent ce plan ou Accord, soit la reconnaissance de la Bosnie et le partage de cette dernière en deux entités : une fédération Croate Musulmane à laquelle on octroie 51 % du territoire et la république serbe de Bosnie qui se voit allouée 49 % du territoire ?⁸⁴ La question mérite que l'on s'y attarde. Avant d'aborder l'Accord de Dayton comme tel, étalons les grandes lignes du défi qui se présente devant les responsables de cet Accord de paix.

« Ces accords sont donc basés sur une contradiction fondamentale : la restauration de la multiethnicité dans le cadre de deux entités fondées sur des bases ethniques. Les résultats du nettoyage ethnique sont entérinés et la logique de partition est renforcée avec l'établissement d'une ligne de démarcation entre les deux entités. »⁸⁵

Autre élément d'importance à ne pas négliger et qui est un des points forts de l'Accord est le retour des réfugiés. « Le retour des 1,6 million de réfugiés pose également problème, de nouveaux déplacements de population ont même eu lieu. »⁸⁶ L'Accord stipule pourtant à l'Annexe 7, chapitre 1 que : « Tous les réfugiés et personnes

⁸³ Auteur in0 1 Tf6.48 0 0 6.48 .0743249 111.2401 Tmco in0 1 Tf6.48 0 0 6.45189.1D 19 111.2401 Tm in0 1 Tf6.48 0 0 6.45675.

déplacées ont le droit de rentrer librement dans leurs foyers. Ils ont le droit d'obtenir la restitution des biens dont ils ont été privés depuis 1991 ou d'être indemnisés lorsque cela n'est pas possible. »⁸⁷ Bien que cela représente déjà un défi en soit, d'autres critères sont ajoutés et restreignent, voire même compromettent les chances de succès de l'article 1 touchant le retour des réfugiés. Ainsi, le para 4 énonce que,

« le choix de la destination sera à la discrétion de l'individu ou de la famille et le principe de l'unité de la famille sera respecté. Les parties n'influeront en aucun cas sur le choix de la destination des personnes effectuant un voyage de retour ni ne les contraindront à demeurer ou à se rendre dans des zones où le danger ou l'insécurité sont importants ou encore dans des zones où les infrastructures de base nécessaires pour reprendre une vie normale font défaut. »⁸⁸

Ces deux préceptes, partie intégrale des Accords de Dayton ne sont-ils pas en ligne directe avec ce qui fut identifiée dans tous les autres plans comme source de l'insuccès de ces plans, si l'on omet le sérieux de la communauté internationale à vouloir rétablir la paix en Bosnie-Herzégovine ? Gardons ce questionnement en mémoire.

L'Accord de Dayton est donc signé le 21 novembre 1995 sur la base de Dayton dans l'Ohio et constitue un document de 150 pages, auquel s'ajoutent 102 cartes. Le document fut présenté sous la tutelle des représentants des nations composant le Groupe de contact, soit les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et la Russie. La traduction anglaise de cet Accord, fait mention du General Framework Agreement for Peace (GFPA).⁸⁹ Il faudra se rappeler cette traduction puisqu'elle met en valeur deux termes qui ont leur importance dans l'analyse de l'Accord de Dayton, soit General et

⁸⁷ La documentation française. Accords de paix concernant l'ex-Yougoslavie. Ministère des affaires étrangères. Paris : France, 1996, p. 48.

⁸⁸ Ibid, p. 49.

⁸⁹ Patrick J., O'Halloran. The role of identity in Post-Conflict: The case of Bosnia-Herzegovina and the Dayton Accord. Op. cit., p. 237.

Framework. En gros, l'Accord fournit un cadre à la communauté internationale afin d'aborder les différents paramètres le constituant.

Ainsi:

« The GFAP provided a Framework for the political, military, economic and social reconstruction of a state comprised of three well-defined identity groups or nations. Its annexes included:

- Annex 1-A: Agreement on Military aspects of the Peace Settlement
- Annex 1-B: Agreement on Regional Stabilization
- Annex 2: Agreement on Inter-Entity Boundary Line and related issues
- Annex 3: Agreement on Election
- Annex 4: Constitution
- Annex 5: Agreement on Arbitration
- Annex 6: Agreement on Human Rights
- Annex 7: Agreement on Refugees and displaced Persons
- Annex 8: Agreement on the Commission to preserve National Monuments
- Annex 9: Agreement on Bosnia and Herzegovina Public Corporations
- Annex 10: Agreement on Civilian Implementation
- Annex 11: Agreement on International Police Task Force ».⁹⁰

La tâche était ardue et clairesmée de nombreux obstacles. Était-ce un trop gros mandat pour ceux qui finalement entreprenaient de rétablir la paix en Bosnie-Herzégovine ? La mise en place de l'Accord reposait sur une imposition de la paix par phases et visait concurremment, le contrôle des forces militaires, la reconstruction de l'économie, et finalement, encourager la paix et le développement d'institutions démocratiques en prévision des élections prévues pour septembre 1996. De plus, plusieurs acteurs avaient un rôle plus ou moins important dans la mise en application de cet Accord:

« the Implementation Force (IFOR), the Stabilization Force (SFOR), the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), the UN High

⁹⁰ Ibid, p. 238.

Commissioner on Refugees (UNHCR), UN International Police Task Force (UNIPTF), and the Office of the High Representative (OHR). »⁹¹

A cela s'ajoutaient d'autres agences créées expressément dans le cadre de l'Accord:

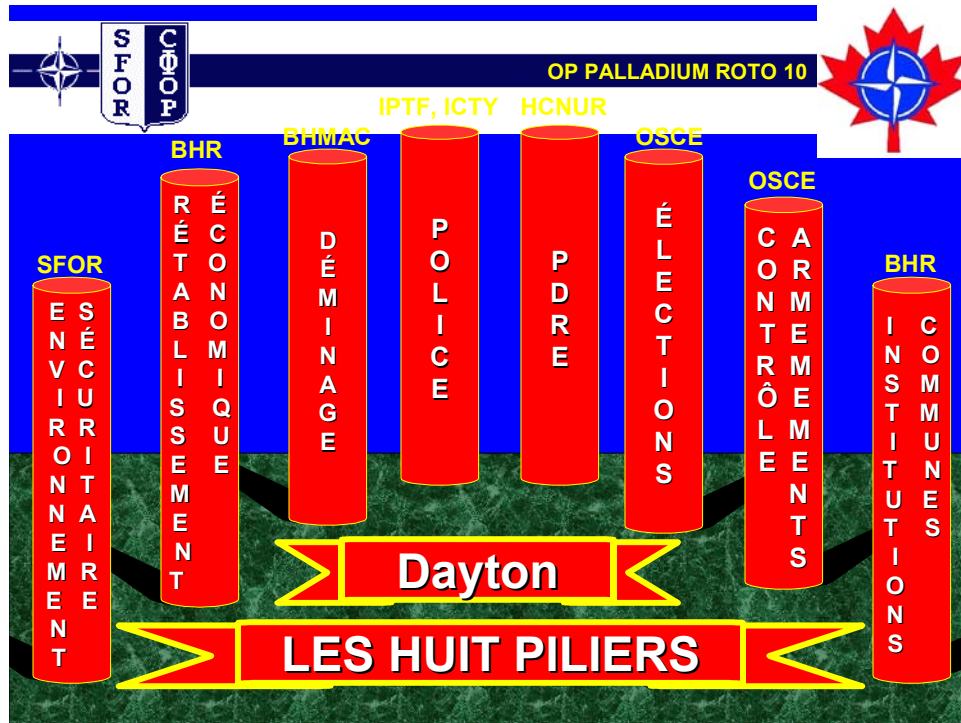
« the Refugee Return Task Force (RRTF), the International Tribunal for War Crimes in Former Yugoslavia (ITFWCFY), the Commission on DP and Refugees (DP and R), the Commission on Human Rights (CHR), the Office of the Human Rights Ombudsman (OHRO), the Commission on Public Corporations (CPC), the Commission to Preserve National Monuments (CPNM), the Joint Civilian Commission (JCC), the Joint Interim Commission (JIC), the Joint Military Commission (JMC), the Provisional Election Committee (PEC) and the Transportation Corporation. »⁹²

Cette liste est longue, mais reflète ou du moins donne l'impression que tous les moyens sont mis de l'avant afin d'assurer le succès de la mise en place de l'Accord de Dayton. Deux aspects font immédiatement surface, soit l'aspect civil et militaire. Cet essai n'analysera pas en détails ces deux aspects séparément, mais se concentrera plutôt sur l'ensemble des raisons supportant l'énoncé initial, à l'effet que l'Accord de Dayton demeure un succès mitigé en Bosnie-Herzégovine.

⁹¹ Ibid, p. 239.

⁹² Ibid.

HUIT PILIERS GARANT DU SUCCÈS DE L'ACCORD DE DAYTON⁹³



Huit piliers peuvent ainsi se démarquer et représentent en gros, les bases sur lesquelles doivent s'appuyer les efforts de la communauté internationale afin de faire de l'Accord de Dayton, un succès sans équivoque. On retrouve : un environnement sécuritaire, le rétablissement de l'économie, le déminage de la région, une participation active de la police internationale, le retour des réfugiés et des personnes déplacées, la possibilité de tenir des élections de façon démocratique, un contrôle strict des armements

⁹³ Présentation faite en Bosnie-Herzégovine en 1995 et gardée par l'auteur, suite à son retour de mission. L'auteur de cet acétate ne peut être retracé. Cet acétate faisait partie d'une présentation donnée au personnel cadre se déployant en B-H en 1995, dans le cadre d'UNPROFOR, Op PALLADIUM qui devint par la suite IFOR puis SFOR, à laquelle l'auteur participa comme capitaine-adjutant du CANLOGBAT à PRIMOSTEN en 1995.

presque non fonctionnel. Parmi les autres défis que l'on peut *de facto* identifier, retenons le manque d'identité bosnienne, les vastes défis économiques⁹⁵, le crime et la corruption, les mines⁹⁶ et le déminage s'y rattachant, la réforme de l'éducation et finalement la faiblesse des institutions nationales.

En analysant l'Accord de Dayton, on en déduit que, les annexes 1A, 1B, 2, 4 et 5 visent à atteindre la première partie de l'objectif, soit arrêter la guerre le plus rapidement possible : division du territoire en deux entités avec établissement d'une ligne de séparation entre elles, où doit être respecté un cessez-le-feu (surveillé et défendu par 60,000 militaires sous le commandement de l'OTAN) et engagement à soumettre tout litige à l'arbitrage et à éliminer l'armement. D'autre part, les annexes 3, 6, 7, 8, et 9 adressent à moyen et long terme la deuxième partie de l'objectif (mise sur pied d'un gouvernement et d'institutions légitimes) ; tenue d'élections dans 6 à 9 mois sous le chef d'une commission électorale provisoire et finalement, création de plusieurs autres commissions, tel que relaté plus haut. Finalement, les annexes 10 et 11 fournissent des guides favorisant l'implantation d'un gouvernement légitime.

⁹⁵ La banque mondiale alloue une cote de crédit non solvable jusqu'en 2006 à la Bosnie-Herzégovine au plus tôt, ce qui représente bien le travail à faire afin de remettre ce pays sur pied ou du moins, s'efforcer d'en faire un pays. Lequel est le plus gros défi? Voir notation 83.

⁹⁶ Plus de 800,000 mines sont toujours présentes en B-H. Le déminage devient donc critique pour le retour des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que pour l'économie, le développement de la région et finalement des investissements étrangers. Il est estimé que de 50 à 80 ans seront requises afin que le déminage en B-H soit complété.

LA POSITION DE REYCHLER ET VÄYRYNEN

Mais quels sont les éléments requis pour une paix durable ? Plusieurs auteurs se sont attaqués à cette question. Dans leur article, Luc Reychler et Thania Paffenholz définissent la paix durable comme suit :

« Absence de violence physique, où aucune discrimination politique, économique et culturelle est acceptable, présence d'un gouvernement qui dispose du soutien et de la légitimité de ses électeurs et qui ne dépend pas indûment d'une aide extérieure, présence d'efforts déployés pour une gestion constructive des conflits. »⁹⁷

Les structures de renforcement de la paix durable d'autre part, sont : la démocratisation, la justice réparatrice, le libre marché, l'éducation et l'information de la population et le retour des réfugiés (traduction).⁹⁸

Raimo Väyrynen d'autre part, établit les critères suivants pour assurer un retour à la paix :

« The most obvious one is the termination of the major public and private violence in society. Other criteria include the sharing of power in society, the reconstruction of the economy, the reform of political and judicial institutions, the return of displaced personnel and the disarmament, democratization and reintegration of the personnel. »⁹⁹

Il ajoute de plus, que: « In the absence of such transformation strategies, the operational manipulation of events can be futile as the underlying differences in social identities and material interests continue to erode the society ». ¹⁰⁰

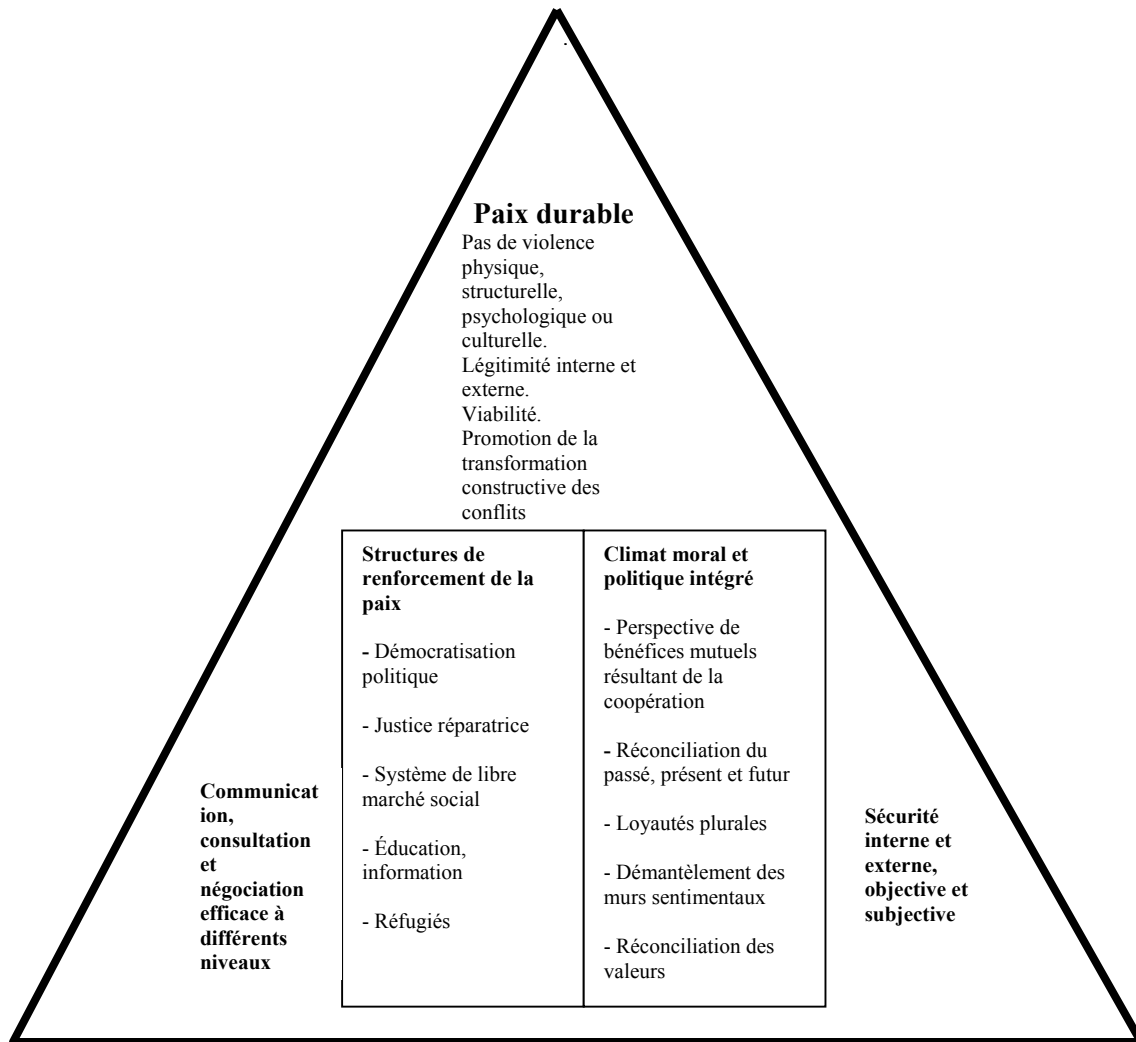
⁹⁷ Luc, Reychler et Thania, Paffenholz. Peace Building : A Field Guide. Lynne Rienner Publishers. Colorado : United States, 2001, p. 12.

⁹⁸Ibid, p. 13.

⁹⁹ Raimo, Väyrynen. Preventing deadly conflicts : Failures in Iraq and Yugoslavia. Global Society Vol 14, no. 1. Journal of Interdisciplinary International Relations. Abington : UK, 2000, p. 15.

¹⁰⁰ Ibid.

CONDITIONS INTERNES POUR UNE PAIX DURABLE SELON REYCHLER



Cette figure représente graphiquement ce que Reychler entend comme les conditions internes pour une paix durable.¹⁰¹

Jean-Pierre Derriennic dans son livre “ les guerres civiles “, décrit onze prédispositions générales d’un État à la guerre civile. De ces onze prédispositions,

¹⁰¹ Ce modèle constitue un résumé sous forme graphique des pages 12 à 14 de la notation 97 et est emprunté d’un document non publié du Capt C. Massicotte daté du 29 novembre 2001 et intitulé “Évaluation de l’Accord de Dayton : Succès ou échec?”.

plusieurs étaient présentes en 1992 en Bosnie-Herzégovine, lors de l'éclatement des hostilités : « idéologie radicale et compromis impossible entre les groupes, gouvernement par la loi faible et sans légitimité, économie agraire, etc. »¹⁰² Une fois appliqués à la Bosnie-Herzégovine, ces critères mettent en évidence certains faits dénotés auparavant dans cette thèse. Ainsi, les groupes organisés, dont il est fait mention, sont des citoyens. Cette guerre étant une guerre civile, selon les critères de Reychler, elle n'opposait pas des états, mais bien des habitants. Cette guerre avait toutefois une saveur étatique, car elle a été alimentée par les Forces armées yougoslaves qui étaient alors au service de la Serbie et des Bosno-Serbes. Ces forces violaient donc en principe la souveraineté du territoire bosniaque, étant donné la récente déclaration d'indépendance de ce dernier.

Dans son article " Preventing Deadly Conflicts : Failures in Iraq and Yugoslavia Väyrynen" suggère qu'une entente soit peu plausible avant qu'un certain équilibre du rapport de force ne soit atteint sur le terrain.¹⁰³ Si cet équilibre n'est pas présent, un côté l'emportera tôt ou tard et soumettra ainsi sa volonté. Parfois, seul le temps est opportun.¹⁰⁴ Il semble donc que le premier élément essentiel pour le règlement d'un conflit, soit la volonté des belligérants à formuler une entente. Väyrynen écrit à cet effet que pour que des factions signent un traité de paix, elles doivent chacune avoir intérêt à réaliser un compromis, avoir la perception que l'adversaire est sincère et être d'accord sur les termes de l'accord.¹⁰⁵ De plus, il mentionne que pour que les accords de paix réussissent, ils doivent : mettre fin à la violence publique et privée, favoriser le partage

¹⁰² Jean-Pierre, Derriennic. Les guerres civiles. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Paris : France, 2001, p. 224.

¹⁰³ Raimo, Väyrynen. Preventing deadly conflicts: Failures in Iraq and Yugoslavia. Global Society Vol 14, no. 1. Journal of Interdisciplinary International Relations. Op. cit., p.24.

¹⁰⁴ Ibid, p. 9.

¹⁰⁵ Ibid, p. 18.

des pouvoirs au sein de la société, encourager la reprise économique, entamer la réforme des institutions politiques et judiciaires, préparer le retour de personnes déplacées, assurer le désarmement de la population, faciliter la démocratisation et finalement, faire en sorte que les forces militaires réintègrent leur rôle. Il précise toutefois que tous ces remèdes ne peuvent garantir le succès d'un plan de paix, car il évalue à "moyen" la corrélation entre la mise en oeuvre de ces mesures structurelles et la violence. Il suggère de plus que des moyens de prévention soient instaurés à la suite d'un accord de paix dans le but de prévenir la reprise des conflits. Pour lui, un plan de paix n'est pas le premier pas vers une paix durable, et toute action préventive est justifiée tant que la transition vers la paix se poursuit.¹⁰⁶ Donc, la communauté internationale et/ou les puissances régionales doivent implanter des actions préventives après une guerre pour favoriser la paix.

Väyrynen énonce certains facteurs qui empêchent souvent les parties de se réconcilier après un conflit : le manque de vision commune à long terme, la faiblesse des engagements internationaux, les conditions économiques défavorables et la présence de fauteurs de trouble. De plus, les actions militaires et la diplomatie à court terme visent à empêcher/arrêter l'escalade des conflits. A moyen terme, les actions entreprises ont pour but de diminuer les tensions au sein de la société, en légitimant le pouvoir politique et/ou en favorisant la législature/les constitutions qui répartissent le pouvoir équitablement. À long terme, les efforts sont générés afin d'amoindrir les inégalités et les tensions sociales et renforcer les pré-conditions pour la paix.¹⁰⁷ Finalement, ce même auteur avance que les actions préventives post-conflit, pour constituer un succès à long terme, doivent

¹⁰⁶ Ibid, p. 11-13. Ces actions préventives devraient viser à : prévenir les conflits, empêcher la contagion verticale et horizontale des conflits et la reprise des conflits violents.

¹⁰⁷ Ibid, p. 16.

procurer aux gens un accès adéquat au processus de prise de décision et d'information : elles doivent aboutir à l'établissement d'un ordre social perçu comme étant légitime et finalement, elles doivent respecter l'identité des personnes constituantes.¹⁰⁸ On peut ainsi avancer qu'un accord de paix doit être le résultat d'un engagement sérieux de la communauté internationale qui met en place des moyens de prévention post-conflit pour éviter que l'escalade de la violence ne reprenne. Ces actions préventives doivent être envisagées à court, moyen et long terme. Elles doivent donc promouvoir un climat politique, social et économique sain.

Comme on peut le constater, ces exigences de Väyrynen sont à l'encontre de la situation qui sévissait et qui sévit toujours en ex-Yougoslavie, alors que l'un des facteurs d'importance qui est à l'origine du conflit en ce territoire européen, est justement cette disparité ethnique ou multiethnique sur un seul territoire qui mena à un nettoyage ethnique par les factions en présence. Qu'en est-il maintenant des différents plans de paix proposés avant l'Accord de Dayton afin de rétablir la paix ? Rejoignaient-ils les pensées de Reychler et Väyrynen ? Avaient-ils réellement pour but de rétablir la paix dans cette partie du monde dévastée par les conflits ? Frank Débié, dans son article « De Brioni à Dayton : Une étrange diplomatie de la paix », estime que : « les différents plans de paix sont venus exacerber les tensions sur le terrain, dissoudre le peu de consensus qui pouvait exister entre les alliés et diluer l'efficacité des mesures que pouvaient prendre l'ONU et l'OTAN ». ¹⁰⁹ Cette thèse supporte cette idée de Débié. Comme il fut soulevé

¹⁰⁸ Ibid, p. 7.

¹⁰⁹ Patrice, Canivez. George-Marie, Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse et Hans, Stark. Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Op. cit., p. 70.

plus tôt dans ce document, les différents plans de paix mis de l'avant avaient principalement pour but d'apaiser l'opinion internationale, faire bien paraître les puissances occidentales et mousser la popularité politique de certains. Les failles dénotées dans l'analyse de chacun des plans avancés mettent en évidence que le but réel recherché pouvait possiblement être le rétablissement de la paix. Toutefois, les moyens disponibles afin d'atteindre ce but ainsi que la volonté politique et le sérieux tant des puissances de l'occident que de l'ONU dans la mise en application des mesures proposées sont loin de faire l'unanimité. Jusqu'à un certain point, l'influence ou la participation convaincante des forces de l'ouest afin de régler cette guerre civile est simplement virtuelle, les intérêts financiers ou politiques rattachés à cette partie de l'Europe n'ayant aucun impact pour ces puissances.

ÉCARTS ENTRE LE MODÈLE THÉORIQUE DE VÄYRYNEN ET L'ACCORD DE DAYTON

Ingrédients de Väyrynen pour un plan de paix réussi	8 piliers de l'Accord de Dayton	Actions générales
Mettre fin à la violence	Environnement sécuritaire (IFOR, SFOR)	Le mandat d'IFOR (imposer la paix) s'est terminé le 20 déc. 1996. SFOR (favoriser un climat pour le raffermissement de la paix) l'a remplacé. Patrouilles, recueil de renseignements, dissuasion sont les raisons quotidiennes de la SFOR.
	Déminage (BMAC)	La BH est le 2 ^{ème} pays le plus miné après le Cambodge. Le déminage est surtout assuré par les Bosniaques, sous la supervision des militaires internationaux.
Encourager la reprise économique	Encourager la reprise économique (Haut représentant)	Le HR doit s'assurer que la corruption ne gagne pas le pays. Il peut congédier les fonctionnaires criminels.
Réforme des institutions Favoriser le partage des pouvoirs	Institutions communes (Haut représentant)	Même commentaire que ci-haut.
Retour des personnes déplacées	Retour des personnes déplacées et réfugiées (UNHCR)	Avant le retour des personnes déplacées, les maisons doivent être déminées et souvent des gens doivent être expulsés.
Désarmement de la population	Contrôle des armes (OSCE)	Les sites de cantonnement (armes et munitions des belligérants) ont été regroupés pour assurer un meilleur contrôle.
Démocratisation	Élections (OSCE)	Des élections démocratiques ont lieu tous les 4 ans. Un criminel de guerre ne peut se présenter à des élections.
Réintégration des militaires dans leurs fonctions	Police (IPTF)	Les forces policières reprennent leur rôle sous supervision d'une force de police internationale.

L'examen de ce tableau permet de cerner que l'Accord de Dayton adresse bien les problèmes d'un plan de paix idéal¹¹⁰. Par conséquent et d'un point de vue théorique, le succès de Dayton devrait être garanti. Il facilite sans contredit, l'implantation des structures de renforcement de la paix selon Reychler. Qu'en est-il de la situation telle qu'elle existe sur le terrain ?¹¹¹ À court terme, l'escalade de violence s'est arrêtée. En reprenant les piliers de l'Accord de Dayton, on en déduit que le premier de ces piliers (IFOR-SFOR) est certainement un succès à court/moyen terme, puisque le cessez-le-feu persiste toujours. Toutefois, et c'est là le point important, un environnement sécuritaire ne se résume pas seulement au fait que l'on ait réussi à faire taire les hostilités. Ce sentiment de sécurité doit aussi être perçu par les gens de la BH. En outre, la propagande des dirigeants politiques en place influence grandement l'opinion de sécurité des habitants. Comme les dirigeants sont en majorité nationaliste, la société demeure polarisée et la méfiance persiste. C'est la situation qui prévaut pour le moment. A titre d'exemple, alors que l'électricité coûte mensuellement 100DM pour un Croate, ce prix s'élève à 500DM pour un Serbe. Bien que de nombreux efforts aient été déployés dans la réparation/reconstruction des maisons, la discrimination persiste toujours. Conséquemment, peut-on parler d'un environnement sécuritaire ? Partiellement. Il y a encore place à de l'amélioration. Tant que l'intimidation et la discrimination continueront à miner la vie de tous les jours des habitants, on ne peut alors parler d'un environnement sécuritaire.

¹¹⁰ Ce modèle constitue un résumé sous forme graphique des divergences entre l'Accord de Dayton et le modèle théorique de Vayrynen. Cette information fut empruntée d'un document non publié du Capt C. Massicotte daté du 29 novembre 2001 et intitulé "Évaluation de l'Accord de Dayton : Succès ou échec?".

¹¹¹ Rapportons-nous à un espace spatio-temporel couvrant la période 1995-2000 afin d'évaluer les buts fixés par Dayton et la situation tel que perçue par l'auteur lors de ses deux missions opérationnelles de 1995 et 1999/2000 en Croatie et Bosnie respectivement.

Comment expliquer que malgré tous les efforts déployés, le sentiment de sécurité ne soit toujours pas présent. Dans la région où le quartier général du contingent canadien est déployé (Velika Kladusa), la population est à prédominance musulmane. On peut sentir que l'animosité envers les autres ethnies est inférieure à la situation qui prévaut dans les autres cantons où la population est principalement composée de Croates ou de Serbes. Cela peut s'expliquer en partie par le but que poursuivent ces différentes ethnies. Ainsi, rappelons-nous que les Musulmans recherchent une BH unifiée, alors que Croates et Serbes cherchent à se séparer. Conséquemment, le moindre des maux est l'homogénéité de leur région. Une personne déplacée est-elle intéressée à revenir à son ancien domicile ? Il faut en douter.¹¹² Ce sont principalement les personnes âgées qui désirent réintégrer leur foyer original. Pour les autres, le retour est hors de question. Comment peut-on considérer retourner dans une région dévastée où tous les biens d'alors ont disparu, les puits d'eau contaminés, les terrains et prés minés et finalement, où vos parents et amis ont sans nul doute été tués sous vos yeux lors des nettoyages ethniques qui ont marqué la Bosnie ? Ils préfèrent de beaucoup s'adapter à la nouvelle région qui les a accueillis. Un autre phénomène présent en Bosnie est celui des zadrugas, où plusieurs familles se regroupent et forment une communauté sociale. Au sein de cette communauté, les tâches sont attribuées selon les forces et compétences de chacun afin d'assurer la prospérité du groupe.¹¹³ Il est plausible de conclure que le pilier de Dayton se rapportant au retour des personnes déplacées et réfugiées est très idéaliste, mais

¹¹² Encore en 2000, l'auteur a remarqué que plus de 40% des maisons sont toujours sans toit, pas de fenêtres, de portes. Les murs sont parés de trous de balles, vestiges des conflits. Les maisons sont vidées de leur contenu. Bref, inhabitables.

¹¹³ Stefano, Bianchini. La question Yougoslave, XXe siècle. Paris : Casterman, 1996, p. 12.

dans les faits, il se produit au compte-gouttes et est souvent accompagné d'incidents.¹¹⁴

À titre d'exemple, en 2001 dans la ville de Drvar, des émeutes ont éclaté lorsque le UNHCR a voulu mettre en œuvre des projets afin d'encourager et favoriser le retour de personnes déplacées. Drvar, où la population est majoritairement Croate refusa alors le retour des Serbes dans la ville, d'où les manifestations précitées.¹¹⁵ Le retour des personnes déplacées et réfugiées ne peut donc pas être considéré comme une réussite. L'échec était à prévoir à court/moyen terme. Ce n'est que lorsque les gens en place auront dépolarisé que ce retour sera réellement réalisable et garanti d'un succès.

Pour ce qui est du contrôle des armes, rappelons-nous que le système de défense populaire généralisé qui prévalait sous l'ère Tito a eu comme résultat que la majorité des habitants ont accès à des armes à feu. De nos jours, les Bosniaques ont un triple rôle dans leur vie de paysan. Ils sont en effet cultivateurs, chasseurs et éleveurs, d'où la nécessité pour eux d'avoir une arme à feu. C'est ce qui explique en partie que dans la majorité des cantons, les coups de feu sont monnaie courante et font partie du quotidien. Nonobstant, bien que cette prolifération d'armes à feu pourrait faciliter la reprise des hostilités, il est surprenant et agréable de constater que la population coopère volontiers à rapporter leurs armes et munitions.¹¹⁶ Les retours sont très fréquents et sans heurts. Pour ce qui est des factions, la coopération, bien que moins volontaire, semble signifier le bon vouloir de tous et chacun à un rétablissement de la paix. Conséquemment, il est raisonnable d'avancer que le pilier sur le désarmement est sur la bonne voie. Il y a encore loin de la

¹¹⁴ Paul, Garde. Vie et mort de la Yougoslavie. Paris : Fayard, 1994, p. 433.

¹¹⁵ Présentation faite au CFC par le Gén Hillier (A/CÉMAT) le 24 avril 2002.

¹¹⁶ Ibid.

coupe aux lèvres avant d'affirmer que ce pilier est un succès, puisque la majorité des armes qui sont retournées sont désuètes; les habitants gardant les armes acquises récemment ou plus récentes.

Du côté reprise économique maintenant, ce pilier est grandement en péril, suite à la corruption qui est très répandue et omniprésente et ce, malgré les efforts constants menés par le Haut Commissariat (HR). Il est fréquent de constater que les maires de municipalités utilisent l'argent prévu à la reconstruction d'écoles à d'autres fins. De même, l'évaluation faite pour la réparation de maisons ou institutions est régulièrement gonflée afin d'empocher le plus d'argent possible. Rappelons-nous que cet argent provient de sources étrangères. Selon l'opinion de plusieurs officiers de liaison, les statistiques officielles rapportant le pourcentage de chômeurs seraient grandement erronées, puisque le travail au noir emploie presque la majorité des chômeurs. Cet aspect est directement relié à la présence de la corruption ou de la mafia locale. À titre d'exemple, les données de janvier 2000 évaluent le chômage dans la Fédération croate musulmane à 42,5 %, ce qui constitue une baisse considérable depuis la fin de la guerre.¹¹⁷ Peut-on affirmer que la reprise économique est un succès ? Le bilan est partagé. Oui, il y a une certaine forme de reprise, toutefois le travail au noir et la corruption faussent considérablement les données et ne reflètent aucunement la situation telle qu'elle existe réellement.

¹¹⁷ Yves, Brossard et Jonathan, Vidal. L'éclatement de la Yougoslavie de Tito : Désintégration d'une fédération et guerres interethniques. Les Presses de l'Université Laval, Ed. l'Harmattan, 2001, p. 304.

En ce qui a trait aux forces policières locales, elles sont normalement coopératives avec les forces de la IFOR/SFOR, bien que des incidents d'intimidation prennent toujours place. Se basant sur ce fait, il est logique de se questionner comment cette force de l'ordre se comporte avec la population locale ! Sans prendre position, il est probable que leurs agissements ne soient pas toujours irréprochables, mais plutôt questionnables à l'occasion. Considérant que la corruption fait partie du quotidien et que la reprise économique est loin d'être acquise, il serait loufoque de prétendre que ses membres sont incorruptibles, considérant de plus le travail au noir auquel se livrent la plupart des chômeurs. De plus, les policiers sont souvent payés en retard, ce qui ne doit pas favoriser leur droiture ni leur code de déontologie. Peut-on questionner leur professionnalisme, je vous en laisse juges. Pour ce qui est de l'IPTF, on peut douter de son efficacité, considérant la barrière linguistique qui existe entre policiers locaux et internationaux ainsi qu'entre les policiers internationaux eux-mêmes. En guise d'exemple, certains faits relatés font état de comptes-rendus rapportés à l'IPTF alors que l'opérateur radio recevant le rapport ne comprenait pas l'anglais, étant lui-même d'une origine linguistique où l'anglais n'est pas requis. Alors que la composition des différents détachements de policiers internationaux consiste en un regroupement de différentes nationalités, où la langue, les procédures et possiblement les règles d'engagement diffèrent, il est facile d'imaginer la difficulté d'obtenir une certaine cohérence dans l'application des règlements ainsi que des moyens et méthodes d'intervention.

Sur le plan politique, les représentants sont intelligents et ont rapidement compris comment manipuler les forces internationales. En certaines occasions, on a pu remarquer que dès l'arrivée de l'officier des affaires civilo-militaires, le maire d'une municipalité ait

requis son intervention afin d'augmenter les patrouilles dans son secteur afin d'empêcher ou restreindre les activités d'un autre parti. Il reste beaucoup de progrès à accomplir dans le domaine des institutions communes, mais la tutelle du HR semble se diriger dans la bonne direction et favoriser les bons changements. Les criminels de guerre ne peuvent plus accéder aux postes gouvernementaux et leur mise en accusation a débuté, suite à la création d'un tribunal international.¹¹⁸

Enfin, les élections sous l'égide de l'OSCE se déroulent de façon démocratique, ce qui constitue un bond vers l'avant et un grand pas vers le rétablissement d'un climat propice à la confiance et une cessation d'activités illicites et non conformes.

ÉVALUATION DE L'ACCORD DE DAYTON

Maintenant que les différents plans de paix mis de l'avant afin de rétablir la paix en Bosnie-Herzégovine sont analysés et critiqués, que l'Accord de Dayton est dépeint, que les différents piliers sur lesquels cet Accord repose sont identifiés et évalués et finalement que les conditions pour une paix durable selon Reychler et Väyrynen sont énoncées, que peut-on conclure ? Est-ce que l'Accord de Dayton est un succès, est-ce un processus incomplet pour toutes les raisons énoncées précédemment ou est-ce un mélange des deux ? Certains auteurs sont plus sévères quant à l'évaluation de Dayton.

¹¹⁸ Pour des raisons encore mal expliquées, certains des auteurs du nettoyage ethnique dont fut victime la B-H sont toujours en liberté bien que leurs méfaits aient été reconnus et jugés punissables.

Ainsi, Gary Dempsey avance que: « Given the political and economic failures of the Dayton Agreement... ». ¹¹⁹ Isakovic pour sa part estime que :

«The Dayton Accords stopped the war, but it seems that it did not eliminate the actors, conditions and causes that started it. The economic crisis is not just still existing, but is much deeper than in 1990 using economic stick, the international community is, in fact, preventing economic reconstruction, and offering a carrot without a stick. k.» ¹²⁰

D'autres adressent des lacunes différentes ou du moins, pointent vers d'autres raisons ou facteurs afin d'identifier si Dayton est un succès (même mitigé) ou un échec. Marie-Janine Calic pour une, conclue que :

« There are enough indications to conclude that the Dayton Agreement has not really drawn the three parties to the conflict away from enduring, divergent long-term political goals, and that their strategic war aims have remained unchanged, even though their political objectives have been adapted. » ¹²¹

Plus cinglante, Sophia Clément pointe vers un nouvel élément qui pourtant est primordial à l'Accord de Dayton, soit : « the scenario of partition is far from being a guarantee of stability. » ¹²² À ce moment, plusieurs aspects pouvant expliquer le fait que l'initiative de Dayton n'est pas convaincante, ont été soulevés et adressés par différents auteurs. Susan Woodward débute son article en faisant allusion au fait que: « Because the Dayton accords does not finish the job, the peace operation cannot depend, as it must to succeed, on the political will of the parties involved. » ¹²³ Bien qu'il fut mentionné que cette thèse n'adresserait pas l'aspect politique du succès ou de l'échec de l'Accord de Dayton, il

¹¹⁹ Gary, Dempsey. Rethinking the Dayton Agreement : Three years later. Columbia international affairs online, Cato Institute, Dec 14, 1998, p. 19. www.ciaonet.org/wps/deg01/deg01.html. Consulté le 9 février 2003.

¹²⁰ Zlatko, Isakovic. The Dayton-Paris Peace Accords : Failure or success. Columbia international affairs online, Cato Institute, March 1998, p.10. www.ciaonet.org/wps/deg01/deg01.html. Consulté le 9 février 2003.

¹²¹ Marie-Janine, Calic, Nicole, Gnesotto, Jane, Sharp et Susan, Woodward. The issues raised by Bosnia and the Transatlantic Debate. Columbia international affairs online, Cato Institute, May, 1998, p. 13. www.ciaonet.org/wps/deg01/deg01.html. Consulté le 9 février 2003.

¹²² Ibid., p. 31.

¹²³ Susan, L. Woodward. America's Bosnia policy: The work ahead. Columbia international affairs online, Cato Institute, October, 1998, p. 2. www.ciaonet.org/wps/deg01/deg01.html. Consulté le 9 février 2003.

n'en demeure pas moins qu'il faut maintenant adresser cet aspect important. Ainsi, du même auteur, « None of these debates over intervention or outcomes of who is responsible addresses the primary question in Bosnia: what the political outcome is and how to build a process that secures peace. »¹²⁴

Ce qui retient toutefois le plus l'attention dans son article est ce qui suit :

« The Dayton process cannot remain hostage to U.S presidential elections or old debates. To succeed, policy cannot wait for the outcome of the September elections in Bosnia or the November elections in the United States. »¹²⁵

Cette affirmation de Woodward a un impact majeur, puisqu'elle vient appuyer les dires de l'auteur à l'effet que le manque de sérieux des douze puissances, et plus particulièrement des États-Unis, dans la mise en application des termes de l'Accord de Dayton résulte du manquement d'intérêts tant politiques, militaires qu'économiques.

Cette dernière affirmation est d'autant plus renchérie par David C. Gompert qui décrit la situation comme suit :

« ...the Western powers failed utterly to prepare for a conflict in Bosnia they had every reason to anticipate. Even on the eve of disaster, European governments did not seem to grasp the huge danger in Bosnia. At the same time, the Bush administration, which did understand the danger, was hardening its resolve to keep American troops out of Yugoslavia altogether. So the West simply watched as Bosnia slid into unspeakable violence. »¹²⁶

Frank Debié appuie la prise de position de Gompert en avançant que : « Le plan de Dayton est pourtant plus qu'un intermède de paix bien orchestré pour favoriser la réélection de Bill Clinton. »¹²⁷ Mais l'Accord de Dayton a-t-il réglé ou amélioré la situation en Bosnie, quant aux problèmes d'ethnocide ? Un auteur avance que :

¹²⁴ Ibid., p. 8.

¹²⁵ Ibid., p. 8.

¹²⁶ David, C. Gompert. The United States and Yugoslavia's Wars. Columbia international affairs online, Cato Institute, December, 1998, p. 6. www.ciaonet.org/book/ulr01/ulr01.html. Consulté le 9 février 2003

¹²⁷ Patrice, Canivez. George-Marie, Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse et Hans, Stark Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Op. cit., p. 81.

« On paper, every Bosnian citizen enjoys full civil rights across the country. In practice, three separate ethnic administrations each favor their community and discriminate against the others. »¹²⁸

Gombert est d'autant plus sévère en affirmant : « The truth about Bosnia requires an admission of failure. »¹²⁹ Le point final quant à Dayton peut se résumer ainsi :

« Il n'est pas facile d'imaginer ni l'ampleur ni la durée de l'engagement international nécessaire à *dénazifier* l'ensemble de la Bosnie. S'il n'existe pas cette volonté politique, appuyée par des moyens policiers et militaires, d'arrêter les criminels de détruire les médias de la haine, de mettre fin à l'ordre mafieux des milices, alors il faudra se résoudre à laisser encore longtemps les hommes et les femmes de Bosnie enfermés dans des haines qui ne sont pas les leurs. »¹³⁰

L'Accord de Dayton n'est donc pas un succès, contrairement à ce que plusieurs peuvent penser. Bien que le but premier de cet Accord, soit l'arrêt des hostilités ait été atteint, les piliers formant la base du succès de l'Accord n'ont pas été réalisés à leur plein potentiel. Peut-on donc avancer que Dayton est un processus incomplet et du même coup, supporter la thèse de cet essai, à l'effet que les Accords convenus à Dayton demeurent un succès mitigé ? L'Accord de Dayton dans son ensemble est pris dans un engrenage sans fin. L'article intitulé "Dayton Incomplete Peace" met cette situation en évidence :

« For Bosnia ever to become a functioning multiethnic society, refugees in large numbers need to return to their homes. Yet for refugees to go back home, jobs need to be created in these areas; to create jobs, economic reforms favoring private sector and investment must be adopted; to institute these reforms, corruption and the leadership's commitment to communism and control must be eliminated; to defeat the culture of corruption, communism and control, the

¹²⁸ Charles, Crawford. The Balkan chill : The intrinsic weakness of the Dayton Accords. Harvard International Review, Winter 98/99, Vol 21 Issue 1, p. 2. www.web4.epnet.com. Consulté le 4 octobre 2002.

¹²⁹ David, C. Gompert. The United States and Yugoslavia's Wars. Op. cit., p. 14.

¹³⁰ Patrice, Canivez. George-Marie Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse et Hans, Stark Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Op. cit., p. 82.

nationalist dynamics of Bosnian politics must give way to a politics of reform; yet to denationalize politics, a multiethnic society must first exist. »¹³¹

De plus, « Dayton's broader goal of creating a multiethnic, democratic, and economically sustainable country is unlikely to be achieved if Bosnians and the International community continue along their current trajectory. »¹³² D'autres auteurs appuient cette position. « Many of Dayton's better provisions, especially the prosecution of criminals and the return of refugees, remain largely unimplemented... »¹³³ Du même auteur,

« The liberal elements of Dayton-a binding central government for Bosnia, war crimes trials, refugees returning home, and a reaffirmation of the values of civic nationalism will remain meaningless absent any determination to enforce them. Indeed, the ambiguity to enforcement is another key flaw. »¹³⁴

Ces différents passages ajoutés à l'étude comparative des piliers de l'Accord de Dayton en relation avec les philosophies avancées tant par Vaÿrynen que Reychler, permettent d'avancer que l'Accord de Dayton, bien qu'ayant permis l'arrêt des hostilités en Bosnie, est un processus incomplet et de ce fait, demeure un succès mitigé. Le tableau ou modèle théorique proposé par Vaÿrynen et illustrant les écarts entre l'Accord de Dayton et les conditions essentielles requises afin d'établir un plan de paix dans un pays en guerre, dépeint clairement que la majorité de ces conditions ne sont toujours pas en place ou renforcées par les puissances occidentales. De plus, les conditions internes pour une paix durable selon Reychler, ne sont pas présentes ou manquent de conviction. Ces manquements sont en partie dûs au manque de sérieux des puissances occidentales et de

¹³¹ Ivo, H. Daalder et Michael, B.G., Froman. *Dayton's Incomplete Peace*. Foreign Affairs, Nov/Dec, Vol. 78 Issue 6. 1999, p. 108. www.foreignaffairs.org/19991101faessay1023/ivo-h-daalder-michael-b-g-froman/dayton-s-incomplete-peace.html. Consulté le 22 mars 2003.

¹³² Ibid, p. 107.

¹³³ Warren, Bass. *The Triage of Dayton*. Foreign Affairs, Sep/Oct 1998, p. 96. www.foreignaffairs.org/19980901faessay1420/warren-bass/the-triage-of-dayton.html. Consulté le 22 mars 2003.

¹³⁴ Ibid, p. 102.

l'ONU. Les dirigeants de la Bosnie ont aussi à se questionner quant au sérieux qu'eux-mêmes ont à démontrer afin de mettre en place ou permettre la mise en place de conditions permettant le retour des réfugiés, la reprise économique, la poursuite des criminels de guerre et leur jugement, pour ne nommer que celles-ci.

CONCLUSION

Le but de cet essai était de démontrer que l'Accord de Dayton en ex-Yougoslavie et plus particulièrement en Bosnie-Herzégovine demeure un succès mitigé. La guerre dont fut témoin l'Occident ainsi que les pays de la communauté internationale a suscité beaucoup de controverse, tant par le manque d'implication des grandes puissances de ce monde que du sérieux dans la mise en application de mesures concrètes et convaincantes afin de rétablir la paix dans cette partie de l'ex-Yougoslavie. Ces grandes puissances, plus particulièrement les États-Unis, ne sont toutefois pas les seules à blâmer, puisque ce manque de conviction s'identifie aussi au Conseil de sécurité des Nations-Unies. Une des raisons qui fut avancée pour expliquer cette lacune, fut le manque d'intérêts politiques, économiques, stratégiques et militaires. Le premier pas fait en vue de rétablir la paix, fut d'instituer la commission Badinger laquelle avait pour but d'éclairer les points litigieux relevant du droit international, dont : le droit à l'autodétermination, la protection des minorités, la modification des frontières, etc.... Cette commission ne connut pas un grand succès puisque cela revenait à admettre la dissolution de la Fédération yougoslave.

Ce qui semble avoir mené à cette guerre relève de la question d'identité de cette nation, alors qu'une partie de la Bosnie voue son allégeance à la Croatie, l'autre la vouant à la Serbie, le tout dépendant de l'avantage qu'ils peuvent en tirer. Il convient ici de parler d'une identité transactionnelle. Il faut toujours garder en mémoire que la Bosnie-Herzégovine est ce que l'on peut appeler une Yougoslavie miniature.

Plusieurs plans de paix furent proposés afin de rétablir la paix en BH : les plans Vance, Vance-Owen, Owen Stoltenberg, le plan du Groupe de Contact et finalement l'Accord de Dayton. Tous ces plans furent précédés des accords de Brioni et de la conférence de paix en Yougoslavie. Ces initiatives, accords ou conférences à l'exception de Dayton, s'avèrent des échecs pour une raison ou une autre. Tantôt on parla d'un parti pris Serbe, tantôt on isola les dirigeants serbes pour entamer des discussions entre Croates et Musulmans, tantôt le manque d'implication des puissances de l'Ouest fut remis en question, tantôt ce fut la répartition territoriale qui fut la cause de l'insuccès, etc.. Quoi qu'il en soit, hormis Dayton, ce ne fut qu'une accumulation d'échecs précédés de crimes contre l'humanité et d'actes criminellement reconnus par le tribunal international. Un fait demeure ; tous ces plans visaient à rétablir la paix et aspiraient principalement à la division du territoire. Ils étaient toutefois en conflit avec l'objectif stratégique des différentes factions en cause, manquaient de cohérence et surtout n'étaient pas supportés par une force militaire convaincante. Le manque de sérieux tant des puissances de l'occident de ce monde, de la communauté internationale/européenne que du Conseil de sécurité de l'ONU est clairement identifiable dans chacun de ces plans. Certains de ces plans étaient acceptables par les chefs politiques mais non par les chefs militaires.

Un des faits qui retient l'attention, nonobstant la bonne volonté mise dans le développement de toutes ces initiatives, demeure le laxisme de ceux qui auraient pu influencer le déroulement des événements. Ce laxisme peut se résumer ainsi : ne rien faire qui pourrait influencer sur le cours du conflit. Plusieurs exemples furent avancés pour démontrer ce manque de sérieux : citons les frappes aériennes sans cible stratégique reconnue entreprises par les Américains, qui n'avaient rien de convaincant et qui ne visaient qu'à apaiser la frustration des opinions publiques occidentales.

Finalelement, devant l'impuissance de toutes les initiatives ou plans mis de l'avant afin de rétablir la paix, débutent en 1995 les discussions sur l'Accord de Dayton. Pour une première fois, on assiste à une implication sérieuse de la part des États-Unis et à une mise en place de mesures qui sur papier, devraient régler la situation qui sévit en BH. Cet Accord repose sur huit piliers, les bases sur lesquelles la communauté internationale doit s'appuyer afin de faire de l'Accord de Dayton un succès. Par l'imposition de l'Accord de Dayton aux belligérants, on réussit d'une pierre deux coups, soit l'arrêt des hostilités de façon convaincante et on met sous silence l'opinion internationale sur la situation de la BH. En des termes plus simplistes, on soigne pour un mal de tête, un patient qui réellement souffre d'un cancer.

L'analyse de l'Accord de Dayton fut le sujet de deux philosophes qui appliquèrent leur modèle à cet Accord afin d'en déterminer l'efficacité et la portée réelle de l'imposition d'une paix durable. Ainsi, Reyhler identifia les conditions internes pour une paix durable. Selon son modèle, le premier élément essentiel pour le règlement d'un conflit, réside en la volonté des belligérants à formuler une entente. Tel que mentionné

précédemment et démontré dans la mise en place des différents plans de paix, cette volonté n'était pas présente jusqu'à la venue de l'Accord de Dayton qui se voulait plus une imposition de la paix que le développement de cette dernière par les factions en cause. Outre cette volonté commune, les engagements internationaux doivent aussi prévaloir et être convaincants. Finalement, il faut se donner les moyens militaires nécessaires et requis afin que le plan de paix mis de l'avant soit couronné de succès.

Vaÿrynen pour sa part, avance différents ingrédients requis pour qu'un plan de paix réussisse. L'application de ce modèle théorique aux huit piliers de l'Accord de Dayton, a clairement démontré plusieurs failles. À court terme, l'escalade de violence s'est arrêtée. Mais à moyen et long terme, aucune mesure concrète ne fut mise en place afin de corriger les lacunes dénotées. À titre d'exemple, le retour des réfugiés, la reprise économique, l'arrêt des criminels qui favorisent la corruption de la population et de ce fait, crée un sentiment d'insécurité. Éliminer la discrimination demeure un combat de tous les jours et cette situation favorable est loin d'être atteinte. Les piliers pré mentionnés qui forment la base du succès de l'Accord n'ont pas été réalisés à leur plein potentiel. Dayton est pris dans un engrenage sans fin, où le retour des réfugiés, le manque de reprise économique, la corruption et le sentiment d'insécurité qui prédominent en BH doivent faire place à une réforme majeure si la Bosnie veut sortir de son marasme et aspirer à une paix durable. À moyen et long terme, il reste beaucoup d'efforts à investir pour favoriser l'établissement d'un climat de sécurité, mais des progrès sont déjà notables. Ce sont les plans économiques et politiques qui ont le plus le besoin d'être guidés et mis en force pour le moment. Au niveau économique, les réseaux corrompus entravent le sain développement de cette économie. Sur le plan politique, les dirigeants

doivent favoriser le règlement des conflits par le compromis et entamer une propagande pro-union au sein même de leur unité.

Basé sur les facteurs de Vaÿrynen, la BH possède trois des quatre raisons qui font que la réconciliation des parties ne se matérialisera pas de sitôt, soit : le manque de vision commune à long terme, les conditions économiques défavorables et la présence continuelle de la corruption. Seule la force de l'engagement international favorise le rapprochement des deux entités. Il est aussi la pierre d'assise du succès mitigé de Dayton. L'ingrédient qui prime sur l'engagement international est bien entendu la collaboration et la bonne volonté des entités et des parties. Tel que Vaÿrynen le précise, même le meilleur des plans de paix ne peut garantir le succès de ce dernier, car la corrélation entre la mise en œuvre de ces mesures structurelles et la violence n'est vérifiée que dans la moitié des cas. Il faut que les entités se commettent et mettent en place elles-mêmes des garanties de succès.

Dayton est issu d'un compromis qui engendra une paix par la séparation des factions. Ce traité n'est certes pas parfait dans son application, mais il semble avoir figé une situation qui est tout de même acceptable. La communauté internationale a maintenant le devoir de mener à bien sa tâche : favoriser l'établissement d'un environnement sécuritaire. L'Accord de Dayton s'avérera un succès que s'il réussit à long terme à rétablir la paix durable. Cependant, considérant la situation politique et économique, sans oublier le retour des réfugiés et des personnes déplacées, il y a loin de la coupe aux lèvres. Ce succès à court terme n'est que virtuel et comme la cryogénie, risque de refaire surface et fondre au soleil, une fois que les puissances occidentales et la

communauté internationale assumeront que la paix va durer à long terme et qu'avec le temps, les différents qui opposaient les belligérants s'estomperont. Si l'intégralité de la Bosnie est une fiction, la paix l'est pour autant. Conséquemment, l'Accord de Dayton en ex-Yougoslavie et plus particulièrement en Bosnie-Herzégovine demeure un succès mitigé.

Auteur inconnu. Kosovo, histoire d'une crise : L'Accord de Dayton. Le Monde Diplomatique.
<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/kosovo/dayton>.

Auteur inconnu. L'adoption à Washington d'un programme commun d'action pour la Bosnie : Les mesures prises par les alliés. Le Monde mardi 25 mai 1993, p4. www.newscan.com/Mainsite/Search/PrintandSave.asp

Auteur inconnu. The Peace Process In the Former Republic of Yugoslavia.
www.globalterrorism101.com/articlePeaceInYugoslavia.html.

Auteur inconnu. The Vance Plan was a Serbian idea. www.bosnia.org.uk/bosrep/marjune00/vance.cfm.

Bass, Warren. The Triage of Dayton. Foreign Affairs, Sep/Oct 1998, p. 96.
www.foreignaffairs.org/19980901faessay1420/warren-bass/the-triage-of-dayton.html.

Bianchini, Stefano. La question Yougoslave, XXe siècle. Paris : Casterman, 1996.

Bougarel, Xavier. BOSNIE : Anatomie d'un conflit. Les dossiers de l'État du monde. Ed. La Découverte. Paris : France, 1996.

Brossard, Yves, et Jonathan Vidal. L'éclatement de la Yougoslavie de Tito : Désintégration d'une fédération et guerres interethniques. Les Presses de l'Université Laval, Ed. Harmattan, 2001.

Bryant, Lee. The Betrayal of Bosnia. Columbia international affairs online. Centre for the Study of Democracy. University of Westminster, 1993, p. 3. <http://www.ciaonet.org/srchfrm.html>.

Calic, Marie-Janine, Nicole, Gnesotto, Jane, Sharp et Susan, Woodward. The issues raised by Bosnia, and the Transatlantic Debate. Columbia international affairs online, Cato Institute, May, 1998, p. 13.
www.ciaonet.org/wps/deg01/deg01.html.

Canivez, Patrice, George-Marie Chenu. Jean, Cot. Frank, Debie. Christophe, Girod. Angelo, Gnaedinger. Jasmin, Imamovic. Renaud, de La Brosse. Hans, Stark. Dernière guerre Balkanique : Ex-Yougoslavie : Témoignages, analyses, perspectives. Fondation pour les études de la défense. Ed : Harmattan, Paris : France, 1996.

Center for Security Study. Thanks, but no thanks: Clinton should back Bosnia in rejecting VANCE-OWEN peace in our time. www.centerforsecuritypolicy.org/index.jsp?section=papers&code=93-D_13.

Collins, Donald J. The war in Bosnia. USAWC Strategic Research Project. US Army War College, Carlisle Barracks. Pennsylvania. 1995.

Crawford, Charles. The Balkan chill : The intrinsic weakness of the Dayton Accords. Harvard International Review, Winter 98/99, Vol 21 Issue 1, p. 2. www.web4.epnet.com.

Dalder, Ivo H. Getting to Dayton : The making of America's Bosnia Policy. Bookings Institution Press. Washington: D.C, 2000

Daalder, Ivo H, et Michael B.G., Froman. Dayton's Incomplete Peace. Foreign Affairs, Nov/Dec, Vol. 78 Issue 6. 1999, p. 108. www.foreignaffairs.org/19991101faessay1023/ivo-h-daalder-michael-b-g-froman/dayton-s-incomplete-peace.html.

Dempsey, Gary. Rethinking the Dayton Agreement : Three years later. Columbia international affairs online, Cato Institute, Dec 14, 1998, p. 19. www.ciaonet.org/wps/deg01/deg01.html.

Derriennic, Jean-Pierre. Les guerres civiles. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Paris : France, 2001.

Durch, William J. and James A. Schear. Faultlines : UN Operations in the Former Yugoslavia. UN Peacekeeping, American politics and the UN civil wars of the 1990s. St-Martin's Press. New York:NY, 1996.

Fogelquist, Alan F. How the war started. Dept. of History, UCLA: United States. www.cco.caltech.edu/~bosnia/doc/start.html.

Garde, Paul. Vie et mort de la Yougoslavie. Paris: Fayard, 1994.

Gompert, David, C. The United States and Yugoslavia's Wars. Columbia international affairs online, Cato Institute, December, 1998, p. 6. www.ciaonet.org/book/ulr01/ulr01.html.

Greenberg, Melanie C., John, H Barton, and Margaret E. McGuinness. Words over war : Mediation and arbitration to prevent deadly conflict. Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict. Oxford: England, 2000.

Hillier, Igén. Présentation donnée au CFC de Toronto le 24 avril 2003.

La documentation française. Accords de paix concernant l'ex-Yougoslavie. Ministère des affaires étrangères. Paris : France, 1996.

Malcolm, Noel. Bosnia: A short history. London: Macmillan London Limited, 1994.

Mudry, Thierry. Histoire de la Bosnie-Herzégovine : Faits et controverses. Ed. Marketing, S.A. Paris: France, 1999.

O'Halloran, Patrick J. The role of identity in Post-Conflict: The case of Bosnia-Herzegovina and the Dayton Accord. Université York, Faculty of Graduate Studies. North York:Ontario, November 2001.

Reychler, Luc et Thania Paffenholz. Peace Building: A Field Guide. Lynne Rienner Publishers. Colorado: United States, 2001.

Rupnik, Jacques. De Sarajevo à Sarajevo. L'échec yougoslave. Ed. Complexe. Bruxelles: Belgique, 1992.

Silber, Laura et Allan, Little. Yugoslavia : Death of a nation. Penguin Books. New York:New York. 1997.

Stark, Hans. Les Balkans :Le retour de la guerre en Europe. Institut français des relations internationales. Collection RAMSES. Ifri: Paris. 1993.

Väyrynen, Raimo. Preventing deadly conflicts : Failures in Iraq and Yugoslavia. Global Society Vol 14, no. 1. Journal of Interdisciplinary International Relations. Abington: UK, 2000.

Wang, Francis. Sun Tzu : L'art de la guerre. Ed Oxford at the Clarendon Press. France: Flammarion, 1972.

Woodward, Susan, L. America's Bosnia policy: The work ahead. Columbia international affairs online, Cato Institute, October, 1998, p. 2. www.ciaonet.org/wps/deg01/deg01.html.

The World Factbook 2002, <http://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/bk.html>

Zlatko, Isakovic. The Dayton-Paris Peace Accords : Failure or success. Columbia international affairs online, Cato Institute, March 1998, p.10. www.ciaonet.org/wps/deg01/deg01.html.